

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 559

30 octobre 1996

SOMMAIRE

Abici S.A., Luxembourg	page 26819	Compagnie Rakasy S.A., Luxembourg . . .	26828, 26829
African Investment Company S.A., Luxembourg .	26820	Compania Argentina de Representaciones y Agen-	
Agrindus S.A., Luxembourg	26820	cias S.A., Luxembourg	26828
Aktia Fund Management S.A., Luxembg	26819, 26820	Construction Darma Holding S.A., Luxembourg	26828
Alcibiades S.A., Luxembourg	26788	Dai Nippon International S.A., Luxembourg	26830
Arrow S.A., Luxembourg	26820	Deco 5 S.A., Luxembourg	26830
Asturias Holding S.A., Luxembourg	26821	Del Monte Foods Holdings S.A., Luxembourg . . .	26785
Atlantique Futur Gestion, Sicav, Luxembourg . .	26821	Distrimode International S.A., Luxembourg	26832
Automotive Engineering Holding S.A., Luxembg	26823	Domicilia, GmbH, Dudelange	26826, 26827
Bateman & Partners S.A., Soparfi, Luxembourg .	26821	Efemka Holding S.A., Luxembourg-Strassen	26830
Bank of Boston S.A., Luxembourg	26832	Eikasia Holding S.A., Luxembourg	26828
Banque Cogeba - Gonet S.A., Senningerberg . . .	26822	Fleming Flagship Fund, Sicav, Senningerberg . . .	26831
Barbeano S.A., Luxembourg	26823	Groupe MC Communication, S.à r.l., Luxem-	
Bausparkasse Wüstenrot, GmbH, Ludwigsburg . .	26823	bourg	26829, 26830
Bernex Développement S.A., Luxembourg	26823	Japon Sécurité, Sicav, Luxembourg	26831
CAGEMO S.A., Compagnie d'Administration et		Malibu Import, S.à r.l., Kehlen	26787
de Gestion Mobilière S.A., Luxembourg	26824	Marielux Building S.A., Luxembourg	26832
C.E.F. Cie Européenne de Financement S.A., Lu-		Orchidée Immobilière, S.à r.l., Luxembourg	26786
xembourg	26826	Perfect House, S.à r.l., Luxembourg	26790
Channel Estates S.A., Luxembourg	26824	Sicoma Sanitas, S.à r.l., Remich	26788
Chèque-Repas Luxembourg S.A., Luxembourg . .	26815	SOETIM S.A.H., Société d'Etudes et d'Investisse-	
Chicago Futures Gestion, Sicav, Luxembourg . . .	26824	ments au Maroc S.A.H., Luxembourg	26816
C.M. Exploration Luxembourg S.A., Luxbg	26825, 26826	Tasco International S.A., Luxembourg	26831
Compagnie Financière du Sphinx S.A., Luxembg	26825	Toiture Eric Corvina, S.à r.l., Bascharage	26817
Compagnie Internationale de Placements S.A.,		Tokyo Pacific Holdings S.A., Luxembourg	26791
Luxembourg	26827	Tulipe Immobilière, S.à r.l., Luxembourg	26818

DEL MONTE FOODS HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 49.177.

Le bilan au 30 novembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 67, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 1996.

Pour DEL MONTE FOODS HOLDINGS S.A.

Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers

J.-M. Schiltz

(30138/006/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

ORCHIDEE IMMOBILIERE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le six août.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue dûment empêché, Maître Camille Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

1.- PENTA HOLDING S.A., ayant son siège à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, ici représentée par Madame Luisella Moreschi, licenciée en sciences économiques et financières, demeurant à Brouch/Mersch,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Luxembourg, le 5 août 1996, laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement;

2.- INTERNATIONAL VECO SERVICES S.A., ayant son siège à Luxembourg, ici représentée par son administrateur-délégué, Madame Luisella Moreschi, prénommée.

Lesquels comparants, représentés comme il est dit, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination de ORCHIDEE IMMOBILIERE, S.à r.l.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 3. La société a pour objet l'acquisition, la vente et la mise en valeur d'immeubles, ainsi que toutes opérations commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement, en tout ou en partie à son objet social ou pouvant en faciliter la réalisation ou l'extension, que ce soit au Grand-Duché de Luxembourg ou ailleurs dans le monde.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à cinq cent mille francs (LUF 500.000,-), divisé en cinq cents (500) parts sociales de mille francs (LUF 1.000,-) chacune.

Ces parts ont été souscrites et libérées comme suit:

1.- PENTA HOLDING S.A., quatre cent quatre-vingt-dix-neuf parts sociales	499
2.- INTERNATIONAL VECO SERVICES S.A., prédésignée, une part sociale	<u>1</u>
Total: cinq cents parts sociales	500

La somme de cinq cent mille francs (Fr 500.000,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre les associés ou leurs héritiers.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de transmission de parts pour cause de mort, les associés se soumettent aux dispositions de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

De même pour l'évaluation des parts sociales en cas de cession, les associés se soumettent à l'article 189 précité.

Art. 7. La société est administrée par un ou plusieurs gérants. La société est valablement engagée par la signature du ou des gérants.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès, la faillite ou la déconfiture d'un des associés. En cas de décès d'un des associés, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers légaux de l'associé décédé. La société ne reconnaît cependant qu'un seul propriétaire par part sociale et les copropriétaires d'une part devront désigner l'un d'eux pour les représenter au regard de la société.

Art. 9. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 10. En cas de dénonciation, la société sera dissoute conformément aux prescriptions légales.

Art. 11. Pour tous les points qui ne sont pas réglementés par les statuts, les associés se soumettent à la législation en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 1996.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de trente mille francs luxembourgeois (LUF 30.000,-).

Résolutions

Et à l'instant les associés réunis en assemblée générale extraordinaire ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des gérants est fixé à un.

Deuxième résolution

Est nommée gérante de la société pour une durée indéterminée:
Madame Luisella Moreschi, prénommée.
La société sera valablement engagée par la signature de la gérante.

Troisième résolution

Le siège social est fixé à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentifs les comparants au fait que l'exploitation du commerce prévu dans le présent acte requiert l'attribution d'une autorisation d'établissement.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue connue à la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, la comparante a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: L. Moreschi, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 13 août 1996, vol. 92S, fol. 79, case 7. – Reçu 5.000 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 1996.

C. Hellinckx.

(30096/215/89) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

MALIBU IMPORT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8284 Kehlen, 1, rue des Romains.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le dix-huit juillet.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

Ont comparu:

- 1) Madame Nelly Lantin, retraitée, demeurant à B-4430 Ans;
- 2) Monsieur Rudi Henrard, employé, demeurant à B-4680 Oupeye;
- 3) Madame Eliane Dassi, employée, demeurant à B-4560 Ocquier.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de MALIBU IMPORT, S.à r.l.

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Kehlen. Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du et des gérants.

Art. 3. La société a pour objet l'importation, l'exportation et la vente d'articles de maroquinerie et de cordonnerie ainsi que toutes les opérations commerciales, financières, mobilières, immobilières et civiles se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée, à partir de ce jour.

L'année sociale coïncide avec l'année civile, sauf pour le premier exercice.

Art. 5. Le capital social entièrement libéré est fixé à un million huit cent mille (1.800.000,-) francs, divisé en mille huit cents (1.800) parts sociales de mille (1.000,-) francs chacune.

Souscription du capital

Le capital social a été souscrit comme suit:

Madame Nelly Lantin, préqualifiée	600 parts
Monsieur Rudi Henrard, préqualifié	600 parts
Madame Eliane Dassi, préqualifiée	600 parts
Total: mille huit cents parts sociales	1.800 parts

La somme d'un million huit cent mille (1.800.000,-) francs se trouve à la disposition de la société, ce que les associés reconnaissent mutuellement.

Art. 6. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, salariés ou gratuits, sans limitation de durée.

Les associés ainsi que le ou les gérants peuvent nommer d'un accord unanime un ou plusieurs mandataires spéciaux ou fondés de pouvoir, lesquels peuvent engager seuls la société.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles sont indivisibles à l'égard de la société.

La cession de parts à des tierces personnes non associées nécessite l'accord unanime de tous les associés.

Art. 8. Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ou de sa gérance.

Art. 9. La dissolution de la société doit être décidée dans les formes et conditions de la loi. Après la dissolution, la liquidation en sera faite par le gérant.

Art. 10. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Les frais incombant à la société pour sa constitution sont estimés à cinquante mille francs.

Réunion des associés

Les associés ont pris, à l'unanimité, les décisions suivantes:

1. Est nommé gérant technique et administratif: Monsieur Claude Delville, indépendant, demeurant à B-4340 Awans, 28, rue l'Eglise.

2. La société est valablement engagée par la seule signature du gérant.

3. Le siège social de la société est fixé à L-8284 Kehlen, 1, rue des Romains.

Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: N. Lantin, R. Henrard, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 2 août 1996, vol. 826, fol. 46, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 6 août 1996.

G. d'Huart.

(30094/207/64) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

ALCIBIADES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 27.815.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 19 août 1996, vol. 483, fol. 76, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour la société
Signature

(30108/595/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

**SICOMA SANITAS, S.à r.l., Heizung - Lüftung - Klima - Kälte - Sanitär,
Gesellschaft mit beschränkter Haftung.**

Gesellschaftssitz: Remich, 6, place du Marché.

STATUTEN

Im Jahre eintausendneunhundertsechundneunzig, am neunzehnten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Alphonse Lentz, mit Amtssitz in Remich.

Sind erschienen:

1. EURO COMMERCIAL IMMOBILIA S.A., abgekürzt E.C.I. S.A., eine Gesellschaft luxemburgischen Rechts mit Sitz in Remich, 4, rue Dicks, hier vertreten durch Herrn Peter Michael Knoerrich, administrateur-délégué, wohnhaft in L-5521 Remich, 61, rue Dicks;

2. ARCADIA IMMOBILIEN A.G., eine Gesellschaft luxemburgischen Rechts mit Sitz in Remich, 4, rue Dicks, hier vertreten durch Herrn Peter Michael Knoerrich, administrateur-délégué, vorgeannt;

3. SICOMA PEINTURE S.A., eine Gesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Sitz in Remich, 6, place du Marché, hier vertreten durch Herrn Peter Michael Knoerrich, administrateur-délégué, vorgeannt;

4. Herr Peter Michael Knoerrich, Kaufmann, wohnhaft in B-5521 Remich, 6, rue Dicks.

Diese Komparenten ersuchten den amtierenden Notar die Satzung einer zwischen ihnen zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu beurkunden wie folgt:

Art. 1. Die vorgeannten Komparenten errichten eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, auf unbestimmte Dauer.

Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung SICOMA SANITAS, S.à r.l., Heizung - Lüftung - Klima - Kälte - Sanitär.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Remich.

Der Firmensitz kann durch Beschluss der Geschäftsführung an jeden anderen Ort des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist die Projektierung und Planung sowie der Einbau und die Lieferung von Heizungs-, Lüftungs-, Klima-, Kälte-, und Sanitäreanlagen und deren Wartung.

Die Gesellschaft kann des weiteren sämtliche Geschäfte industrieller, kaufmännischer, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Natur tätigen, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Hauptzweck in Zusammenhang stehen oder zur Erreichung und Förderung des Hauptzweckes der Gesellschaft dienlich sein können.

Die Gesellschaft kann sich an luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen unter irgendwelcher Form beteiligen, falls diese Unternehmen einen Zweck verfolgen, der demjenigen der Gesellschaft ähnlich ist, oder wenn eine

solche Beteiligung zur Förderung und zur Ausdehnung des eigenen Gesellschaftszweckes nützlich sein kann. Die Gesellschaft ist ermächtigt, diese Tätigkeiten sowohl im Grossherzogtum Luxemburg wie auch im Ausland auszuführen. Die Gesellschaft ist des weiteren ermächtigt, im Inland und im Ausland Zweigniederlassungen und Verkaufsbüros zu eröffnen.

Art. 4. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt fünfhunderttausend Luxemburger Franken (500.000,- LUF), eingeteilt in einhundert Geschäftsanteile (100) zu je fünftausend Luxemburger Franken (5.000,- LUF), welche wie folgt übernommen werden:

1) EURO COMMERCIAL IMMOBILIA S.A., abgekürzt E.C.I. S.A., Gesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Sitz in Remich, fünfundzwanzig Anteile	25
2) ARCADIA IMMOBILIEN A.G., Gesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Sitz in Remich, fünfundzwanzig Anteile	25
3) SICOMA PEINTURE A.G., Gesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Sitz in Remich, fünfundzwanzig Anteile	25
4) Herrn Peter Michael Knoerrich, Kaufmann, wohnhaft in L-5521 Remich, 16, rue Dicks, fünfundzwanzig Anteile	25
Total: einhundert Anteile	100

Diese Anteile wurden vollständig und in bar eingezahlt, so dass die Summe von fünfhunderttausend Luxemburger Franken (500.000,- LUF) der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde und von diesem ausdrücklich bestätigt wurde.

Art. 5. Die Anteile sind zwischen Gesellschaftern frei übertragbar. Bei Sterbefall können die Anteile nur mit der Zustimmung aller Überlebenden an Nicht-Gesellschafter übertragen werden.

Art. 6. Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit lösen die Gesellschaft nicht auf.

Art. 7. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche von den Gesellschaftern berufen werden.

Art. 8. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember.

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am einunddreissigsten Dezember neunzehnhundertsechundneunzig.

Art. 9. Über die Geschäfte der Gesellschaft wird nach handelsüblichem Brauch Buch geführt. Jeder der Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Art. 10. Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent dieses Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

Art. 11. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Der amtierende Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf fünfundzwanzigtausend Luxemburger Franken (25.000,- LUF) geschätzt.

Generalversammlung

Sodann haben die Erschienenen sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung der Anteilhaber, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Anschrift der Gesellschaft lautet:

L-5555 Remich, 6, place du Marché.

2. Zu Geschäftsführern wird Herr Peter Michael Knoerrich, vorgeannt und Herr Horst Lennartz, Lüftungs- und Klimatechniker, wohnhaft in D-54516 Wittlich, Boxelstrasse 13, ernannt.

Die Gesellschaft ist nach aussen durch die alleinige Unterschrift der beiden alleinvertretungsberechtigten Geschäftsführer verpflichtet.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Remich, in der Amtsstube.

Und nach Vorlesung von allem Vorstehenden an die Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: P. M. Knoerrich, A. Lentz.

Enregistré à Remich, le 25 juillet 1996, vol. 458, fol. 86, case 8. – Reçu 5.000 francs.

Le Receveur (signé): P. Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 7 août 1996.

A. Lentz.

(30099/221/98) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

PERFECT HOUSE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-2550 Luxembourg, 120, avenue du X Septembre.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-six juillet.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

Ont comparu:

- 1.) La société anonyme BATI FINANCE HOLDING S.A., en abrégé B.F.H. S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 120, avenue du X Septembre, ici représentée par deux de ses administrateurs, savoir:
 - Monsieur Jürgen Thönnès, maître-peintre, demeurant à L-2516 Luxembourg, 20, rue Herbert Schaeffer,
 - Mademoiselle Heinz Annick, secrétaire, demeurant à L-1631 Luxembourg, 43, rue Glesener,
- 2.) Monsieur Pierre Majerus, employé, demeurant à L-4316 Esch-sur-Alzette, 13, rue de Schiffflange,
- 3.) Monsieur Jeannot Schneider, employé, demeurant à L-5380 Uebersyren, 25, rue de la Montagne,
- 4.) Mademoiselle Annick Heinz, préqualifiée, agissant en son nom personnel.

Lesquel comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent entre eux:

Titre I^{er}. Objet - Resison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre les propriétaires actuels des parts ci-après créés et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de PERFECT HOUSE S.à r.l.

Art. 3. La société a pour objet tous les travaux de construction, de finition intérieure et extérieure, ainsi bureau d'expertise, gestion de chantier, réalisation de devis, facturation, conseil et gestion d'ouvrages, ainsi qu'agence immobilière.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles de le favoriser.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à cinq cent mille francs (500.000,-), représenté par dix (10) parts sociales de cinquante mille francs (50.000,-) chacune, entièrement libérées.

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1. La société anonyme BATI FINANCE HOLDING S.A., en abrégé B.F.H. S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 120, avenue du X Septembre, cinq parts sociales	5
2. Monsieur Pierre Majerus, employé, demeurant à L-4316 Esch-sur-Alzette, 13, rue de Schiffflange, une part sociale	1
3. Mademoiselle Annick Heinz, secrétaire, demeurant à L-1631 Luxembourg, 43, rue Glesener, deux parts sociales	2
4. Monsieur Schneider Jeannot, employé, demeurant à L-5380 Uebersyren, 25, rue de la Montagne, deux parts sociales	2
Total: dix parts sociales	10

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de cinq cent mille francs (500.000,- Frs) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre les associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Il doivent l'exercer endéans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, il devront s'en tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III. Administration et Gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les deux quarts (2/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Titre IV. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 1996.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, à environ trente-cinq mille francs.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. Le siège social est établi à L-2550 Luxembourg, 120, avenue du X Septembre.

2. L'assemblée désigne comme gérant de la société:

- Monsieur Pierre Majerus, employé, demeurant L-4316 Esch-sur-Alzette, 13, rue de Schifflange.

La société est engagée par la signature individuelle de Monsieur Pierre Majerus.

Dont acte, fait et passé à Bérelange, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus de Nous, notaire, par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec le notaire la présente minute.

Signé: J. Thönnès, A. Heinz, P. Majerus, J. Schneider, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 2 août 1996, vol. 826, fol. 48, case 1. – Reçu 5.000 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pétange, le 8 août 1996.

Pour expédition conforme

G. d'Huart

(30097/207/111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

TOKYO PACIFIC HOLDINGS S.A., Société Anonyme, (anc. TOKYO PACIFIC HOLDINGS N.V.)

Registered office: L-1820 Luxembourg, 10, rue A. Jans.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-six, on the twelfth of September.

Before Maître Marc Elter, notary public residing in Luxembourg.

Appeared:

Mrs Marleen Watté-Bollen, lawyer, residing in Schressig;

acting on behalf of the shareholders of TOKYO PACIFIC HOLDINGS N.V., a limited liability company («société anonyme»), having its registered office in Curaçao, Netherlands Antilles, 14 John B. Gorsiraweg, Willemstad, with the commercial register of the Curaçao Chamber of Commerce & Industry under number 4.893, established on September 19, 1969, pursuant to a power given by resolution of a General Meeting of shareholders of the said company, held in Curaçao on September 4, 1996, before the Curaçao civil law notary Johannes Thesseling.

The appearing person requests the notary to act the ratification of the resolutions taken by the shareholders of TOKYO PACIFIC HOLDINGS N.V. and the confirmation that the transfer of the registered office to Luxembourg will become effective today September 11, 1996, in compliance with the provisions of Luxembourg laws and rules governing the status of a legal entity, maintained without discontinuance in accordance with such laws.

Will stay attached to the present deed a notarized copy of the notarial report of Shareholders' Resolutions of the shareholders of the said company dated the fourth day of September nineteen hundred ninety-six and adopted in

accordance with the law of the Netherlands Antilles and Articles of the Company's statutes ruling at the time of the resolutions, deciding to transfer the registered office to Luxembourg and to amend the Articles of Association to adapt them to Luxembourg law.

The following documents are submitted to the notary:

- a notarized copy of the current articles of Association of the company («Co-ordinated By-laws»), dated August 30, 1996;
- a notarized copy of the notarial report of the Shareholders' Resolutions, of September 4, 1996, above-mentioned, here annexed;
- a notarized copy of a notarial report of the Shareholders' Resolutions, enacted by a deed dated July 9, 1996;
- an original extract issued by the Commercial Curaçao Register evidencing all data concerning TOKYO PACIFIC HOLDINGS N.V.;
- a balance sheet of the company dated June 30, 1996, signed by its managing director.

Thereupon, Mrs Marleen Watté, acting in its above mentioned capacities, ratifies the following resolutions in order to give them full application in the Grand Duchy of Luxembourg:

- 1) The meeting has decided to transfer the registered seat and offices of the company from the Netherlands Antilles to Luxembourg and to change the nationality of TOKYO PACIFIC HOLDINGS N.V. to a Luxembourg company.
- 2) The meeting has decided a total update of the Articles of Association, to read as follows:

ARTICLES OF ASSOCIATION

Title I. - Name - Registered Office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of Shares hereafter issued, a public limited company («société anonyme») qualifying as an investment company («société d'investissement») under the name TOKYO PACIFIC HOLDINGS S.A. (hereinafter the «Company»).

Art.2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendments of these Articles of Association referred to in Article 33.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to place the funds made available to it in transferable securities of all types, with the purpose of spreading investment risks and making available to Shareholders the benefits of the management of the Company's assets.

The Company is to invest in particular in Japanese securities, though the Company may invest in other securities listed on the European and/or American Stock Exchanges and/or regulated markets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and the development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 30 March 1988 on undertakings for collective investment.

Title II. - Shares - Share Capital - Net Asset Value

Art. 5. Authorised Share capital - Issued Share capital. The Company has an authorised capital of NLG 21,000,000.- (twenty-one million Dutch guilders) to consist of seven million (7,000,000) Shares of a par value of three Dutch guilders (NLG 3.00) per Share.

The minimum capital shall have to be at all time as provided by law, i.e. the equivalent in Dutch guilders of fifty million Luxembourg francs (LUF 50,000,000.-).

The Company has an issued capital of NLG 5,515,710.- divided into 1,838,570 Shares with a par value of three Dutch guilders (NLG 3.00) per Share.

The 1,838,570 issued Shares have all been fully paid up by payment in cash of NLG 5,515,710.-.

The issued Shares as well as the Shares to be issued pursuant to Article 9 hereof are dividend distributing Shares. The Shares are redeemable to the extent permitted by law as well as by these Articles of Association.

Art. 6. Increase or decrease of the Capital. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendments of these Articles of Association, as prescribed in Article 33 thereof. Furthermore the Board of Directors of the Company is authorised and instructed to issue Shares up to the total authorised capital in whole or in part from time to time as it in its discretion may determine, if and to the extent the issue will be effected in accordance with the terms of Article 9 of present Articles of Association, within a period expiring on the fifth anniversary of the publication of the present Articles of Association in the Mémorial, subject to extension of subsequent five-year periods, for any authorised Shares which have not been issued or agreed to be issued by the Board of Directors before the end of the then current five-year period by deciding the issuance of Shares representing such whole or partial increase and accepting subscriptions for such Shares from time to time.

Each time the Board of Directors shall so act to render effective in whole or in part the increase of capital as authorised by the foregoing provisions, Article 5 of the Articles of Association shall be amended so as to reflect the result of

such action and the Board of Directors shall take or authorise any necessary steps for the purpose of obtaining execution and publication of such amendment in accordance with the law.

The issue of shares in the context of the above mentioned authorization to the Board of Directors shall be effected without reserving preferential subscription rights to existing Shareholders.

Art. 7. Form of Shares.

(1) The Board of Directors shall determine at its discretion whether the Company shall issue Shares in bearer form and/or in registered form. If bearer Shares are to be issued, there will be issued only one (1) global Share certificate.

The Company shall not issue individual Share certificates nor for the bearer Shares nor for the registered Shares.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him and the amount paid-up on each such Share.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership on such registered Shares. In the case of registered Shares, the Shareholder will only receive a written confirmation note of his Shareholding.

(2) Transfer of registered Shares shall be effected by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act to that effect therefore. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by one or more Directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorised thereto by the Board of Directors.

(3) Before Shares are issued in bearer form and before registered Shares shall be converted into bearer Shares the Company may require assurances satisfactory to the Board of Directors that such issuance or conversion shall not result in such Shares being held by a US person.

(4) Registered Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may authorise a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder.

A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be indicated by the Company from time to time.

(5) The Company shall register Registered Shares jointly in the names of not more than four holders should they so require. In such case the Company is entitled to suspend the rights attaching to such Shares when these are to be exercised jointly by all those parties in whose name the Shares are registered.

Art. 8. Global Share Certificate.

(1) Upon request, the Subscriber, at the time of an issue of Shares, shall obtain a right to registered Shares; without such a special request, the Subscriber shall obtain a right in respect of bearer Shares in the manner as described hereafter.

(2) All Bearer Shares shall be represented by one (1) Global Share Certificate. This Share certificate will be deposited with NEDERLANDS CENTRAAL INSTITUUT VOOR GIRAAL EFFECTENVERKEER B.V. (hereinafter referred to as «Necigef») within the meaning of the Giro Securities Transfer Act (hereinafter referred to as «Wet Giraal Effectenverkeer» or «Wge»).

(3) The Company grants a right in respect of bearer Shares by the following:

a) Necigef enables the Company to enter the relevant Shares on the Global Share Certificate (or have them entered on it) and

b) the person lawfully entitled (hereinafter referred to as «person lawfully entitled») designates a participant of Necigef («aangesloten instelling») within the meaning of the Wge which credits him accordingly as a co-owner («deelgenoot») in its collective deposit.

(4) Notwithstanding Article 27 of these Articles of Association, Necigef -in its capacity as custodian of the Global Share Certificate -is irrevocably charged with the administration of the Global Share Certificate and Necigef is irrevocably authorized to -on behalf of the person(s) lawfully entitled to the Shares concerned- do anything which may be necessary, such as the acceptance, the transfer, as well as the co-operation to the marking-up and marking down of the Global Share Certificate.

(5) If a co-owner requires from a participant of Necigef («aangesloten instelling») physical delivery of one or more Shares up to the quantity of which he is a co-owner:

(a) Necigef will transfer the Shares to the person lawfully entitled by a deed,

(b) the Company will acknowledge and approve the transfer,

(c) Necigef will enable the Company to debit (to have debited) the Share certificate for the Shares,

(d) the participant of Necigef («aangesloten instelling») will debit the person lawfully entitled accordingly as a co-owner in its collective deposit and

(e) the Company will register the holder in the register of Shareholders.

(6) A holder of a registered Share may at any time convert it into a bearer Share in the following way:

- (a) the person lawfully entitled transfers this Share by a deed to Necigef,
 - (b) the Company acknowledges this transfer,
 - (c) Necigef enables the Company to enter (have entered) a Share on the Global Share Certificate,
 - (d) a participant of Necigef («angesloten instelling») which has been designated by the person lawfully entitled will enter the person lawfully entitled as co-owner in its collective deposit accordingly and
 - (e) the Company will remove the person lawfully entitled as holder of the Share concerned from the register of Shareholders.
- (7) A conversion of registered Shares into bearer Shares will only be effected by representation that the transferee is not a US person.

Art. 9. Issue of Shares. Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, eventually with a subscription charge. The Subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the Shares purchased by him.

In the case of registered Shares, the Shareholder will only receive a written confirmation note of his Shareholding. In case of bearer Shares, the Global Share Certificate will undergo a mark-up.

Shares may not be issued with or have attached thereto preferred, deferred or other special rights, or restrictions whether with regard to dividend, return of capital, conversion, transfer, the price payable on allotment or otherwise.

The Company in general meeting of Shareholders or the Directors may at any time confer additional rights but not further duties and obligations on the holders of Shares provided that the rights of all holders of Shares as to dividends, redemption or the return of capital on a winding-up are not thereby reduced or abrogated.

The Board of Directors is authorised and instructed to determine the conditions of any subscription and to make any subscription subject to payment of the par value of the Shares and an issuance premium which together will in the judgement of the Board of Directors, equal the Net Asset Value of such Shares, as defined in Article 13 hereof as of such Valuation Date (defined in Article 14 hereof) and as determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine.

Such price shall be increased by such charges and commissions as the Board of Directors may determine and as indicated in the prospectus of the Company (hereinafter the «Prospectus»). The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors which shall not exceed seven Business Days from the relevant Valuation Date. A Business Day is any day normally treated as a bank business day in the Grand Duchy of Luxembourg.

The Board of Directors may delegate to any Director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions and to receive payment of the price with respect to the Shares to be issued and to take care of all other formalities in relation thereto.

The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of transferable securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to rely on a valuation report from an auditor («réviseur d'entreprises agréé»).

Art. 10. Acquisition by the Company of its own Shares - Redemption of Shares. The Company has the power to acquire for its own account, for valuable consideration, fully-paid Shares of its capital stock issued and outstanding, provided however that such acquisition is made only out of the Company's paid in or earned surplus which shall include retained profits and non-compulsory reserves. For the purpose of this provision, non-compulsory reserves are all reserves of the Company including the paid-in surplus provided for in Article 11 hereof, excluding however the reserve required by law.

Any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles of Association.

The redemption price shall be paid within a period as determined by the Board of Directors which shall not exceed seven (7) Business Days in Luxembourg from the relevant Valuation Date (as defined in Article 14 hereof) on which the applicable Net Asset Value was determined or on the date the transfer documents have been received by the Company if later, or on the date the global Share certificate has been marked down, if later.

The redemption price shall be equal to the Net Asset Value per Share, as determined in accordance with the provisions of Article 13 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the Prospectus.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the Shares a Shareholder holds would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares.

Further, if on any given date redemption requests pursuant to this Article exceed a certain level in relation to the number of Shares in issue, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that the Board considers to be in the best interests of the Company. On the next Valuation Date following that period, these redemption requests will be met in priority to later requests.

Any such request must be filed by such Shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of Shares.

In the event that the Company is unable at any time to redeem any Shares of the Company as a consequence of the limitations set forth in the first paragraph of this Article 10, the Board of Directors shall forthwith convene a general meeting of Shareholders. Such meeting of Shareholders shall have to determine whether the Company should enter into voluntary liquidation.

Shares redeemed by the Company shall remain in existence, but shall not have any voting rights or any right to participate in any dividends declared by the Company or in any distribution paid upon the liquidation or winding-up of the Company as long as they are held by the Company. Shares redeemed by the Company hereunder may be sold at any time by the Company.

The management report shall in relation with the annual accounts of the Company refer to the acquisition of own Shares by the Company and contain detailed information regarding the redemption(s) effected during the relevant accounting period.

Art. 11. Creation of reserves. The Board of Directors may create such reserves from time to time as it thinks proper, apart and aside from the reserves required by law, and it shall create a paid-in surplus reserve from funds received by the Company as Share premiums on issue of its Shares, which reserve or reserves may be used to provide for the payment for any Shares of the Company that the Company may repurchase from its Shareholders or for setting off any realised or unrealised capital losses.

Art. 12. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may partly or in total restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company, this is necessary to ensure that Shares are neither acquired nor held by or on behalf of any person in circumstances giving rise to a breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority on the part of that person or the Company, or which might have adverse taxation or other pecuniary consequences for the Company, including a requirement to register under any securities, or investment or similar laws or requirements of any country or authority.

The Directors may in this connection require a Shareholder to provide such information as they may consider necessary to establish whether he is the beneficial owner of the Shares which he holds. If the Company becomes aware that any Shares are owned directly or beneficially by any person in breach of any law or requirement of a country or governmental or regulatory authority, or otherwise in the circumstances referred to in this Article, the Directors may require the redemption of such Shares.

Specifically but without limitation, the Company may restrict the ownership of Shares in the Company by any US Person. «US Person» means any US Resident or other person specified in Regulation S under the US Securities Act of 1933 as amended from time to time and as may be further supplemented by resolution of the Directors.

The effect of current US regulations may be that if a Shareholder currently resident outside the US becomes resident in the US (and consequently comes within the definition of a US Person) any future purchase and transfer of Shares by such Shareholder will be restricted in accordance with the terms of the then-current Prospectus relating to sales to US Persons.

Art. 13. Calculation of Net Asset Value per Share. The Net Asset Value of a Share in the Company shall be expressed in Dutch guilders (NLG) or in such other currency as the Board of Directors shall from time to time determine as a per Share figure and shall be determined as of any Valuation Date by dividing the value of the assets of the Company (converted into NLG at current exchange rates if non NLG assets), less the liabilities (including any provisions considered by the Board of Directors to be necessary or prudent), on any such Valuation Date, by the number of Shares then outstanding (excluding any Shares held by the Company) in accordance with the Valuation Rules set forth below.

The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board of Directors shall determine.

If since the time of determination of the Net Asset Value there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The valuation of the Net Asset Value of the Shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends; ex-rights, or by similar practices);
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate by the Board of Directors in such case to reflect the true value thereof;

(b) the value of securities which are listed on any stock exchange or dealt in on any other Regulated Market (as defined in Article 24 hereof) is based on the last available price;

(c) options and futures contracts are valued at the last price on the Regulated Market where any such option or futures contract is principally traded;

(d) forward currency contracts are valued at their respective fair market values determined on the basis of prices supplied by independent sources;

(e) all other securities and other assets, as well as securities listed on a stock exchange or dealt on any other Regulated Market, as aforesaid, for which the price as determined pursuant to sub-paragraph (b), (c) and (d) hereabove is not representative of the fair market value of the relevant securities or other assets, are valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in NLG will be converted into NLG at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the Board of Directors, as well as such amount (if any) as the Board of Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise establishment expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, accountants, custodian and its correspondents, domiciliary agent, registrar and transfer agent, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, fees for legal and auditing services, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising, preparing, printing and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone, telex and telefax.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. For the purpose of this Article:

- 1) Shares of the Company to be redeemed under Article 10 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Valuation Date on which such valuation is made, and from such time and until paid by the Company such price shall be deemed to be a liability of the Company;
- 2) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board of Directors on the Valuation Date on which such valuation is made, and from such time and until received by the Company such price shall be deemed to be a debt to the Company;
- 3) where on any Valuation Date the Company has contracted to:
 - purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;
 - sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;
 provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Company.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, any decision taken by the Board of Directors or by a delegate of the Board of Directors in calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

The Net Asset Value shall be certified by a Director or a duly authorised representative or a delegate of the Board of Director and such certification shall be available for inspection upon request by a Shareholder at the Company's registered office. The Net Asset Value will be published regularly in such newspaper(s) of general circulation in such countries as the Board of Directors may from time to time determine.

Art. 14. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share and of the Issue and Redemption of Shares. The Net Asset Value per Share and the price for the issue and redemption of the Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the Board of Directors, such date or time of calculation being referred to herein as the «Valuation Date».

The Board of Directors may suspend the calculation of the Net Asset Value and the issue and redemption of Shares of the Company:

i) during any period when any of the markets or stock exchanges on which any substantial portion of the investments of the Company from time to time are quoted is closed other than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investment of the Company quoted thereon;

ii) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company would be not practical or would not be possible without seriously prejudicing the interests of the Shareholders of the Company or would not be possible;

iii) during any breakdown in the means of communication inclusive computer breakdown normally employed in determining the price or value of any of the investments or the current prices or values on any market or stock exchange; or

iv) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of its Shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of its Shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal prices or rates of exchange;

v) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained; or

vi) upon the publication of a notice convening a general meeting of Shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company in accordance with Article 31 hereafter.

If appropriate, notice of the imposition and lifting of any such suspension will be published and will also be given to any Shareholder or person applying for the issue and redemption of Shares. During a period of suspension a Shareholder may withdraw his request, in respect of any Shares not redeemed, by notice in writing received by the Company before the end of such period. If no such request is received, the Company shall deal with it on the first Valuation Date after the suspension period.

The Company will also not be bound to redeem any Shares on any one Valuation Date if there are redemption orders that day for more than 10% of the number of Shares then in issue. In addition, the Company may defer redemptions in exceptional circumstances that may adversely affect the interests of holders of Shares. In either case, the Board of Directors may declare that such redemptions will be deferred until the Company has executed, as soon as possible, the necessary realisation of assets or until the exceptional circumstances cease to apply. Redemptions so deferred will be dealt with in priority to later requests.

Title III. - Administration and Supervision

Art. 15. Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members, who need not be Shareholders of the Company. The Board of Directors shall exercise its duties under the supervision of the Supervisory Board. The Directors shall be elected for a term not exceeding six years.

The Directors shall be elected by the Shareholders at a general meeting of Shareholders from a list of Directors proposed for election, to be prepared by the Supervisory Board. The general meeting of Shareholders shall further determine the number of Directors and the term of their office. The Board of Directors shall invite the Supervisory Board to draw up a list of Director(s) proposed for election. The Supervisory Board shall present the list of candidates for election at least three months before the general meeting of Shareholders. The Directors shall place the names of the candidates for election so presented on the agenda for the relevant general meeting of Shareholders.

The general meeting of Shareholders shall be free to make appointments if the Supervisory Board does not or does not in due time submit candidates for election.

Directors proposed for election listed in the agenda of the general meeting of Shareholders shall be elected by the majority of the votes of the Shares present or represented. Any candidate for Director not proposed in the agenda of the meeting shall be elected only by vote of the majority of the Shares outstanding. Directors shall be removed or replaced on the proposal of the Supervisory Board by the general meeting of Shareholders voting with the majority of the Shares present or represented at the meeting.

The general meeting of Shareholders may only resolve to remove with or without cause or replace at any time a director, other than on the proposal of the Supervisory Board, by a majority of two thirds of the votes cast at a general meeting, at which the majority of the Shares outstanding is present or represented.

In the event of a vacancy within the Board of Directors, the remaining Directors may temporarily fill such vacancy upon approval of the Supervisory Board; the Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

The remuneration of each Director shall be determined by the Supervisory Board and shall be disclosed in the Prospectus.

The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other Company of which the Company is a Shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the Director may be entitled.

Art. 16. Board Meetings - Chair of meetings. The Board of Directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the

Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, any two Directors or the Supervisory Board, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. In his absence, the Directors or the Shareholders, as the case may be, shall decide by a majority vote that another Director, or, in case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a prior resolution adopted by the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any similar means of communication another Director as his proxy. A Director may represent one or several Directors.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communication whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the Directors are present or represented.

Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Directors.

Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions voted at the Directors' meetings; each Director shall approve such resolutions in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. An approval, if not initially made in writing, shall be confirmed in writing and all documents together, in case of plurality of documents, shall form the record that proves that resolutions have been validly taken.

Art. 17. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with all powers to perform all acts of disposition and administration necessary or useful for accomplishing the Company's objectives and it has the right to amend any practice or policy stated in the Prospectus.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Association to the general meeting of Shareholders or to the Supervisory Board are in the competence of the Board of Directors.

Art. 18. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two Directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board of Directors.

Art. 19. Delegation of Power. The Board of Directors of the Company may, subject to the approval of the Supervisory Board, delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities (the «Manager»), who need not be members of the board, who shall have the powers determined, subject to the approval of the Supervisory Board, by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors, subject to the approval of the Supervisory Board so authorises, sub-delegate their powers. Delegation of the daily management to a Director is subject to the prior approval of the general meeting of Shareholders.

The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

The Board of Directors may, subject to the approval of the Supervisory Board, appoint any officers, including a general manager as well as an investment manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company.

Such appointments may be terminated at any time by the Board of Directors on the proposal of the Supervisory Board. The officers need not be Directors or Shareholders of the Company. The officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors, on the proposal of the Supervisory Board.

Art. 20. Approval of resolutions. Without prejudice to the relevant provisions elsewhere in these Articles of Association, the approval of the Supervisory Board shall be required for the following resolutions of the Board of Directors:

- a. to apply for listing or withdrawal from the official listing of the Shares of the Company on any stock exchange;
- b. to enter into agreements whereby the Company is granted a bank credit;
- c. to make a proposal for a statutory merger;
- d. to be a party to legal proceedings, including arbitration proceedings, except for legal actions which may not be delayed;
- e. to make a proposal to dissolve the Company;
- f. to apply for involuntary liquidation and for a moratorium of payments.

Furthermore all resolutions of the Board of Directors are submitted to the approval of the Supervisory Board which are detailed in a resolution of the Supervisory Board.

The Board of Directors shall observe the instructions of the Supervisory Board concerning the general lines of the financial, social and economic policy to be pursued.

The lack of approval as referred to in Article 19 above, shall not affect the authority of the Board of Directors to represent the Company.

Art. 21. Supervisory Board. The Company shall have a Supervisory Board composed of one or more members, who need not be Shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. The Supervisory Directors shall be elected by the Shareholders at a general meeting of Shareholders; the latter shall further determine the number of Supervisory Directors and the term of their office.

The remuneration of each Supervisory Director shall be determined by the general meeting of Shareholders.

Supervisory Directors proposed for election, listed in the agenda of the general meeting of Shareholders shall be elected by the majority of the votes of the Shares present or represented. Any candidate for Supervisory Director not proposed in the agenda of the meeting shall be elected only by vote of the majority of the Shares outstanding.

Any Supervisory Director may be removed with or without cause or be replaced at any time by a resolution adopted by a majority of two thirds of the votes cast at a general meeting of Shareholders, at which the majority of the Shares outstanding is present or represented.

In the event of a vacancy within the Board of Supervisory Directors, the remaining Supervisory Directors may temporarily fill such vacancy, the Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 22. Powers of the Supervisory Board. The Supervisory Board is vested with all powers to review all operations of the Company and it shall assist the Board of Directors with advice. In the performance of their duties the Supervisory Directors shall serve the interests of the Company.

The Board of Directors shall provide the Supervisory Board with the information necessary for the performance of its duties in due time and it shall forward to the Supervisory Board the financial situation of the Company at least each 6 months.

The members of the Supervisory Board shall have access to the registered office of the Company and shall be authorised to examine at all times the books and records of the Company.

The Supervisory Board may designate one or more of its members or an expert to exercise such powers and may also otherwise be assisted by an expert.

Art. 23. Meetings of the Supervisory Board - Chair of meetings. The Supervisory Board may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Supervisory Director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Supervisory Board. The Supervisory Board shall meet upon call whenever one Supervisory Director or the Board of Directors deems necessary, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the Supervisory Directors. In his absence, the meeting shall appoint itself a chairman.

Written notice of any meeting of the Supervisory Board shall be given to all Supervisory Directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Supervisory Board.

Any Supervisory Director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any similar means of communication another Supervisory Director as his proxy. A Supervisory Director may represent one or several Supervisory Directors.

Any Supervisory Director may participate in a meeting of the Supervisory Board by conference call or similar means of communication whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Supervisory Directors may only act at duly convened meetings of the Supervisory Board.

The Supervisory Board can deliberate or act validly only if at least the majority of the Supervisory Directors, or any other number of Supervisory Directors that the Supervisory Board may determine, are present or represented.

Resolutions of the Supervisory Board will be recorded in minutes signed by the chairman and the secretary of the meeting. Copies of extracts of such minutes, to be produced in judicial proceedings or elsewhere, will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Supervisory Directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the Supervisory Directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all Supervisory Directors shall have the same effect as resolutions voted at the Supervisory Board meetings; each Supervisory Director shall approve such resolutions in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. An approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

The Supervisory Board shall meet together with the Board of Directors whenever the Supervisory Board or the Board of Directors deems necessary.

The resolutions taken by the Supervisory Board are not compulsory for the Board of Directors; they shall serve as mere advice.

The members of the Supervisory Board have the same rights as the members of the Board of Directors in the general meeting of Shareholders.

Art. 24. Investment Policy and Restrictions. The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policy to be applied and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

Within those restrictions, the Board of Directors may decide that the investments be made in:

(i) transferable securities admitted to official listing on a stock exchange or dealt in on another regulated market that operates regularly and is recognised and is open to the public (a «Regulated Market») located within a Member State of the European Union;

(ii) transferable securities admitted to official listing on a stock exchange or dealt in on another Regulated Market located within any other country of Western or Eastern Europe, Asia, Oceania, the American continents or Africa;

(iii) recently issued transferable securities provided that the terms of issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or Regulated Markets referred to above and that such admission is secured within a year of the issue;

(iv) in accordance with the principle of risk spreading, up to 100 % of the net assets in transferable securities issued or guaranteed by a Member State of the European Union;

(v) in securities of another undertaking for collective investment («UCI»), provided that if such a UCI is an undertaking for collective investment in transferable securities («UCITS») of the open-ended type even if such UCI is linked to the Company by common management or control or by a substantial direct or indirect holding; investment in the securities of such UCI shall be permitted only if such UCI, according to its constitutional documents, has specialised in investment in a specific geographical area or economic sector and if no fees or costs are charged on account of transactions relating to such acquisition;

(vi) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

The Company is further authorised:

(i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management;

(ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

Art. 25. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other Company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company are interested in, or are Directors, associates, officers or employees of, such other Company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any Company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other Company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such Director shall make known to the Board of Directors such opposite interest and he shall refrain from voting on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of Shareholders, which shall have to ratify the resolution taken by the Board of Directors in respect of any such transaction.

The term «opposite interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving an Investment Adviser, the Manager, the Custodian, or any other person, Company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion.

Art. 26. Auditors. The accounting data contained in the Annual Report of the Company shall be audited by an auditor («réviseur d'entreprises agréé») appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

The Auditor shall fulfil all duties prescribed by the law of 30 March 1988 on undertakings for collective investment.

Title IV. - General meetings - Accounting Year - Distributions

Art. 27. General Meetings of Shareholders of the Company.

(1) The general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

It must also be called and held by the Board of Directors within a month of a written request made by Shareholders representing at least one fifth of the total Share capital outstanding.

(2) The annual general meeting of Shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg City at a place specified in the notice of meeting, on the second Friday of the month of May at 11.00 a.m.

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the next following Business Day.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written request of at least one fifth of the Shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered Shareholders at the Shareholder's address in the register of Shareholders. The giving of such notice to registered Shareholders need not be justified to the meeting.

If bearer Shares are issued the notice of meeting containing the agenda shall in addition be published as provided by law in the «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations» and in one or more Luxembourg newspapers as well as in Het Financieel Dagblad, the Officiële Prijscourant of the Amsterdam Stock Exchange and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

If all Shares are in registered form, no publications have to be made. Notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting of Shareholders may take place without notice of meeting.

(3) The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

In order to be able to attend the General Meeting and (insofar as they are entitled to vote) to participate in the votes, the holders of bearer Shares and persons who derive their meeting rights in another way must deposit their Share certificates or other documents evidencing their rights against proof of receipt at such places in Luxembourg and Amsterdam and possibly elsewhere as shall be determined by the Board of Directors and stated in the convocation.

Holders of registered Shares and persons who derive their meeting rights in another way from registered Shares must, in order to be able to attend the general meeting and (insofar as they are entitled to vote) to participate in the votes, notify the Board of Directors in advance in writing of their intention to do so. The convocation shall state the day by which the Board of Directors must be notified at the latest; this day may not be set earlier than on the seventh working day prior to that of the meeting.

As far as the voting rights and/or the right to attend meetings are concerned, the Company will consider as a Shareholder of the Company the person mentioned in a written statement issued by a participant of Necigef («aangesloten instelling») which statement will show that the number of Shares mentioned therein belongs to its collective deposit and that the person mentioned in the statement is a co-owner of its collective deposit up to the number of Shares mentioned in the statement and will remain so until the meeting will have been closed, provided that the declaration will be deposited in due time at the office of the Company or at such other place as may be determined by the Board of Directors and stated in the convocation.

The last sentence applies accordingly to the person having a right of usufruct or a right of pledge with respect to one or more bearer Shares.

In the notice for the meeting will be specified the ultimate day of notification of the board of directors and the ultimate day of the deposition of the declaration of the institution qualifying as a participant of Necigef, respectively.

A registered Shareholder may act at any meeting of Shareholders either in person or by giving a written proxy to another person, who need not be a Shareholder and who may be a Director of the Company.

A holder of bearer Shares may act at any meeting of Shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a Shareholder and who may be a Director of the Company.

A person with meeting rights who wants to be represented at the General Meeting by a holder of a written proxy shall be required to lodge the proxy before the meeting at the office of the Company within the period stated above under (3) al. 3.

The person with meeting rights or his proxy holder shall have to sign the attendance list before the commencement of the meeting. This attendance list shall not be part of the notarial record or the minutes and shall not be made available to a Shareholder or another person with meeting rights, unless the Shareholder or the person with meeting rights shows that he has a reasonable interest in this in order to verify the correct proceeding of the meeting in question.

Disputes about the question as to whether a Shareholder, a person with meeting rights or a proxy holder has sufficiently proved his entitlement to attend the General Meeting and/or to exercise the voting right, and all other questions relating to the proper proceedings at the meeting, shall be decided by the chairman of the meeting.

The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters. In the event that the agenda includes the election of Directors and Supervisory Directors, the names of Directors and Supervisory Directors proposed for election shall be listed in the agenda.

(4) Each Share is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Association.

Unless otherwise provided by law or in the Articles of Association, resolutions of the general meeting of Shareholders are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

Art. 28. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the 1st January of each year and shall terminate on the 31st of December of the same year.

Art. 29. Distributions. The general meeting of Shareholders shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the Board of Directors to declare, distributions to Shareholders.

The Board of Directors may decide to pay interim dividends in accordance with the law.

Payments of distributions to holders of registered Shares shall be made to such Shareholders at their addresses as registered in the register of Shareholders. Payments of distributions to holders of bearer Shares shall be made by book-entry via Necigef to the agent or agents therefore designated by the Company.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time.

The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Company.

No interest shall be paid on distributions declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. - Final Provisions

Art. 30. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or savings institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the «Custodian»).

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the law of 30 March 1988 on undertakings for collective investment.

If the Custodian desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor Custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The Directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor Custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 31. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 33 thereof.

Whenever the net assets of the Company fall below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the Board of Directors. The general meeting, for which in such case no quorum shall be required, shall decide by simple majority vote of the Shareholders present or represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the net assets fall below one fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting of Shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one fourth of the Shares of the Shareholders present or represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 32. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the Law of 30 March 1988 on undertakings for collective investment.

Assets which were not able to be distributed to the rightful owners on the date of the closure of the Company's liquidation shall be paid to the «Caisse des Consignations» (Consignment Office) to be held for the benefit of the persons entitled thereto.

Art. 33. Amendments to the Articles of Association. These Articles of Association may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 34. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the law of 30 March 1988 on undertakings for collective investment as such laws have been or may be amended from time to time.

(end of the Articles of Association).

3) The meeting has decided to transfer the office and the registered seat of the company to L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans with immediate effect.

4) The meeting has decided to appoint the following persons as members of the board of directors of the company until and including December 31, 1996:

- MEESPIERSON TRUST (LUXEMBOURG) S.A., a Luxembourg company;
- Mrs Helga Zult, Director MEESPIERSON (LUXEMBOURG) S.A.;
- Mr Servaas L.M. Houtakkers, Director MEESPIERSON (LUXEMBOURG) S.A.

5) The meeting has decided to appoint the following persons as members of the board of directors of the company as per December 31, 1996:

- HENRY HOPE BEHEER B.V., Herengracht 548, NL-1017 CG Amsterdam, the Netherlands;
- Professor F.J. Ballendux, Director MEESPIERSON CAPITAL MANAGEMENT B.V., Amsterdam, the Netherlands;
- Baron C.W. van Boetzelaer van Oosterhout, Managing Director MEESPIERSON N.V., Amsterdam, the Netherlands.

6) The meeting has decided to authorize the board of directors to delegate the daily management to MEESPIERSON TRUST (LUXEMBOURG) S.A. until December 31, 1996 and to HENRY HOPE BEHEER B.V. as per December 31, 1996.

7) The meeting has decided to nominate KPMG AUDIT, 31 allée Scheffer, Luxembourg, as statutory auditor of the company, whose mandate shall expire immediately after the annual meeting to be held in May 1997.

8) The meeting has decided the incorporation to the extent possible of the bearer shares into a «global» share.

9) The meeting has decided to grant full discharge to the retired managing director, to the retired supervisory directors and to the retired accountants of the company until today.

10) The meeting has decided to end the listing of TOKYO PACIFIC HOLDINGS N.V. on the Düsseldorf and Frankfurt stock exchanges.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with Us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le douze septembre.

Par-devant Maître Marc Elter, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Madame Marleen Watté-Bollen, juriste, demeurant à Schrassig;

agissant au nom des actionnaires de TOKYO PACIFIC HOLDINGS N.V., une société anonyme ayant son siège social établi à Curaçao, Antilles Néerlandaises, 14 John B. Gorsiraweg, Willemstad, inscrite au registre de commerce de la Chambre de Commerce et d'Industrie à Curaçao sous le numéro 4.893, constituée le 19 septembre 1969, en vertu d'une délégation de pouvoir octroyée par résolution d'une assemblée générale des actionnaires de ladite société, tenue à Curaçao le 4 septembre 1996, par devant Maître Johannes Thesseling, notaire de résidence à Curaçao.

La comparante requiert le notaire d'acter la ratification des résolutions prises par les actionnaires de TOKYO PACIFIC HOLDINGS S.A. et la confirmation que le transfert du siège social à Luxembourg sera effectif ce jour 11 septembre 1996, en conformité avec les dispositions légales et les règlements luxembourgeois gouvernant la personnalité juridique, maintenue sans discontinuité en vertu de ces lois.

Restera ci-annexée une expédition du procès-verbal notarié des résolutions des actionnaires de la dite société, en date du 4 septembre 1996, prises conformément aux lois des Antilles Néerlandaises et aux statuts de la société en vigueur à la date des résolutions, décidant le transfert du siège social à Luxembourg et le changement des statuts pour les adapter à la loi luxembourgeoise.

Les documents suivants ont été soumis au notaire instrumentant:

- une expédition des statuts actuellement en vigueur de la société (statuts coordonnées) à la date du 30 août 1996;
- une expédition du procès-verbal authentique des résolutions des actionnaires du 4 septembre 1996, précité, ci-annexé;
- une expédition du procès-verbal authentique des résolutions des actionnaires en date du 9 juillet 1996;
- un extrait original émis par le registre de commerce de Curaçao prouvant toutes les données concernant TOKYO PACIFIC HOLDINGS N.V.;
- un bilan de la société à la date du 30 juin 1996, signé par son administrateur délégué.

Ensuite, Madame Marleen Watté-Bollen, agissant ès-qualités, ratifie les résolutions suivantes de manière à leur donner entière application au Grand-Duché de Luxembourg:

1) L'assemblée a décidé de transférer le siège social et les bureaux de la société des Antilles Néerlandaises à Luxembourg et de changer la nationalité de TOKYO PACIFIC N.V. en une société luxembourgeoise.

2) L'assemblée a décidé une refonte totale des statuts pour leur donner la teneur suivante, en langue allemande:

SATZUNG

Titel I. - Bezeichnung - Eingetragener Gesellschaftssitz - Dauer - Zweck

Art. 1. Bezeichnung. Es besteht unter den Zeichnern und allen, die Eigentümer von in der Folge ausgegebenen Anteilen werden, eine Aktiengesellschaft («société anonyme»), die als Kapitalanlagegesellschaft («société d'investissement») unter der Bezeichnung TOKYO PACIFIC HOLDINGS S.A. (in der Folge als die «Gesellschaft» bezeichnet) tätig ist.

Art. 2. Eingetragener Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren eingetragenen Gesellschaftssitz in Luxemburg. Zweigstellen, Tochterfirmen oder andere Niederlassungen dürfen entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch eine Entscheidung des Gesellschaftsvorstands gegründet werden (keinesfalls jedoch in den Vereinigten Staaten von Amerika, deren Territorien oder Landbesitzümern).

Falls der Vorstand feststellt, daß außergewöhnliche politische oder militärische Ereignisse vorgefallen sind oder anstehen, welche die normale Tätigkeit der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz oder die Kommunikation zwischen ihrem Gesellschaftssitz und im Ausland befindlichen Personen beeinträchtigen können, darf der eingetragene Gesellschaftssitz zeitweilig ins Ausland verlegt werden, bis die außergewöhnlichen Umstände ein Ende gefunden haben; solche provisorischen Maßnahmen haben jedoch keinerlei Auswirkung auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft, die ungeachtet dieser zeitweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes eine Luxemburger Gesellschaft ist und bleibt.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft besteht für eine unbegrenzte Dauer. Die Gesellschaft darf durch Beschluß der Anteilshaber aufgelöst werden, der mit der gleichen, in Artikel 33 beschriebenen Mehrheit gefaßt werden muß, wie sie für eine Abänderung dieser Satzung erforderlich ist.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist es, die ihr verfügbaren Mittel in übertragbaren Wertpapieren anzulegen, und dies mit dem Ziel, Investitionsrisiken zu streuen und den Anteilshabern die Gewinne aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft ist dazu berufen, insbesondere in bestimmte japanische Wertpapiere zu investieren, obgleich die Gesellschaft auch in andere Wertpapiere, die auf dem europäischen und/oder amerikanischen Wertpapiermarkt und/oder in geregelten Märkten notiert sind, investieren kann.

Die Gesellschaft darf im weitesten Sinne nach Maßgabe des Gesetzes vom 30. März 1988 über Unternehmen für gemeinsame Anlagen jegliche Maßnahme ergreifen und jede Transaktion durchführen, die ihr hinsichtlich der Erfüllung und der Weiterentwicklung ihres Gesellschaftszwecks dienlich erscheint.

Titel II. - Anteile - Anteilkapital - Inventarwert

Art. 5. Anteilkapital - Anteilklassen. Das autorisierte Kapital der Gesellschaft beläuft sich auf 21.000.000,- NLG (einundzwanzig Millionen niederländische Gulden), das sich aus sieben Millionen (7.000.000) autorisierten Anteilen mit einem Nennwert von drei Gulden (NLG 3,00) je Anteil zusammensetzt.

Das Mindestkapital ist jedes Mal vom Gesetzgeber vorgeschrieben; es beträgt den in niederländischen Gulden ausgedrückten Gegenwert von fünfzig Millionen luxemburgischer Francs (50.000.000,- LUF).

Die Gesellschaft hat ein ausgegebenes Kapital von 5.515.710,- niederländischen Gulden, aufgeteilt in 1.838.570 Anteile mit einem Nennwert von drei niederländischen Gulden (NLG 3,00) je Anteil.

Die 1.838.570 ausgegebenen Anteile sind allesamt vollständig durch Barzahlung von 5.515.710,- niederländischen Gulden eingezahlt.

Die ausgegebenen Anteile und die gemäß Artikel 9 der vorliegenden Satzung auszugebenden Anteile sind Dividendenpapiere. Die Anteile sind nach Maßgabe des Gesetzes und der vorliegenden Satzung rückzahlbar.

Art. 6. Kapitalerhöhung oder -minderung. Das Kapital der Gesellschaft darf durch Beschluß der Anteilhaber erhöht oder gemindert werden. Dieser Beschluß muß mit der gleichen, in Artikel 33 beschriebenen Mehrheit gefaßt werden, die für eine Abänderung dieser Satzung erforderlich ist.

Darüber hinaus ist es dem Gesellschaftsvorstand gestattet und befohlen, Anteile bis zu einer Höhe des Gesamtbetrags des autorisierten Kapitals vollständig oder teilweise von Zeit zu Zeit, nach freiem Ermessen des Vorstands, auszugeben, sofern die Ausgabe gemäß den Bestimmungen des Artikel 9 der vorliegenden Satzung ausgeführt wird, und dies innerhalb eines Zeitraums, der auf eine Fünfjahresfrist nach Veröffentlichung der vorliegenden Gesellschaftssatzung im Mémorial festgesetzt ist. Des Weiteren dürfen von Zeit zu Zeit weitere Fünfjahreszeiträume für autorisierte Anteile, die während des gegenwärtigen Fünfjahreszeitraumes nicht ausgegeben worden sind oder deren Ausgabe noch nicht vom Vorstand gebilligt worden ist, durch Beschluß der Ausgabe von Anteilen, die diese vollständige oder teilweise Erhöhung darstellen, und durch die Annahme von Zeichnungen dieser Anteile beschlossen werden.

Jedesmal, wenn der Vorstand dies tut, um die gemäß obenstehenden Bestimmungen genehmigte Kapitalerhöhung teilweise oder vollständig durchzuführen, wird Artikel 5 der Satzung so geändert, daß er das Resultat dieser Erhöhung widerspiegelt und muß der Vorstand alle erforderlichen Schritte ergreifen oder billigen, um die Durchführung und Veröffentlichung dieser Änderung gemäß dem Gesetz in die Wege zu leiten.

Die Ausgabe von Anteilen im Zusammenhang mit der obenerwähnten Ermächtigung des Vorstands wird ausgeführt, ohne den bestehenden Anteilhabern bevorzugte Zeichnungsrechte einzuräumen.

Art. 7. Form der Anteile.

(1) Der Vorstand legt fest, ob die Gesellschaft Anteile als Inhaberanteile und/oder als Namensanteile ausgibt. Falls Inhaberanteile ausgegeben werden, wird lediglich ein (1) Globalanteilzertifikat ausgestellt

Die Gesellschaft stellt weder für Inhaberanteile noch für Namensanteile einzelne Anteilzertifikate aus.

Alle ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden in das Anteilbuch eingetragen, das von der Gesellschaft oder einer oder mehrerer von der Gesellschaft hierzu bestellten Person(en) geführt wird. In diesem Anteilbuch wird der Name jedes Inhabers von Namensanteilen, sein Wohnsitz oder sein der Gesellschaft angegebener Wahlwohnsitz, die Anzahl Namensanteile in seinem Besitz und der für jeden Anteile eingezahlte Betrag eingetragen.

Die Eintragung des Inhabers in das Anteilbuch dient als Beweis für das Recht des Inhabers zum Besitz solcher Namensanteile. Bei Namensanteilen erhält der Anteilhaber nur eine schriftliche Bestätigung seiner Inhaberschaft.

(2) Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt durch eine schriftliche Übertragungserklärung, welche in das Anteilbuch eingetragen wird und vom Übertragenden und vom Erwerber (oder von Personen, die hierzu bevollmächtigt wurden) mit Datum und Unterschrift versehen wird. Die Gesellschaft darf auch andere Übertragungsinstrumente als für die Gesellschaft ausreichende Übertragungsbelege annehmen.

Jegliche Übertragung von Namensanteilen muß im Anteilbuch vermerkt werden; eine solche Eintragung muß von einem oder mehreren Vorstandsmitglied(ern) oder einer oder mehreren Führungskraft (Führungskräften) der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Person(en), welche vom Vorstand hierzu ermächtigt wurden, unterzeichnet werden.

(3) Bevor Anteile als Inhaberanteile ausgegeben werden und bevor Namensanteile in Inhaberanteile umgetauscht werden, darf die Gesellschaft Belege verlangen, die dem Vorstand in ausreichender Weise beweisen, daß diese Ausgabe oder dieser Umtausch nicht dazu führt, daß eine US-amerikanische Person Inhaber der ausgegebenen oder umgetauschten Anteile wird.

(4) Namensanteilsinhaber müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, der alle Mitteilungen und Bekanntgaben zugestellt werden können. Diese Anschrift wird ebenfalls in das Anteilbuch eingetragen.

Falls ein Anteilhaber keine Anschrift angibt, ist die Gesellschaft dazu befugt, einen diesbezüglichen Vermerk in das Anteilbuch eintragen zu lassen; es wird in der Folge davon ausgegangen, daß die Anschrift des Anteilhabers mit dem eingetragenen Gesellschaftssitz oder einer anderen Anschrift, die von der Gesellschaft von Mal zu Mal festgelegt wird, übereinstimmt, und dies bis der Gesellschaft eine andere Anschrift seitens des Anteilhabers mitgeteilt wird.

Ein Anteilhaber darf jederzeit die in das Anteilbuch eingetragene Anschrift ändern, indem er der Gesellschaft an deren eingetragenen Gesellschaftssitz oder an einer anderen von der Gesellschaft von Mal zu Mal festgelegten Anschrift eine schriftliche Mitteilung zukommen läßt.

(5) Die Gesellschaft trägt Namensanteile auf den Namen von nicht mehr als vier gleichzeitigen Inhabern ein, falls diese dies verlangen. In diesem Falle ist die Gesellschaft dazu berechtigt, die mit solchen Anteilen verbundenen Rechte auszu-

setzen, wenn diese Rechte solidarisch von allen Parteien, auf deren Namen der Anteil eingetragen ist, wahrgenommen werden müssen.

Art. 8. Globalanteilzertifikat.

(1) Auf spezielle Anfrage erhält der Zeichner bei einer Ausgabe von Anteilen ein Anrecht auf Auslieferung von Namensanteilen; ohne eine solche spezielle Anfrage erhält der Zeichner ein Anrecht auf Auslieferung von Inhaberanteilen in der nachfolgenden Form.

(2) Sämtliche Inhaberanteile werden durch ein (1) Globalanteilzertifikat verkörpert.

Dieses Anteilzertifikat wird bei der NEDERLANDS CENTRAAL INSTITUUT VOOR GIRAAL EFFECTENVERKEER B.V. (nachfolgend «Necigef») im Sinne des niederländischen Effektenverkehrsgesetzes (nachfolgend «Wet Giraal Effectenverkeer» oder «Wge») verwahrt.

(3) Die Gesellschaft ermöglicht die Ausgabe von Inhaberanteilen unter den folgenden Bedingungen:

a) Necigef ermöglicht der Gesellschaft die entsprechenden Anteile innerhalb des Globalanteilzertifikats zu führen (oder diesbezügliche Anweisungen zu erteilen) und,

b) die dazu berechtigte Person (nachfolgend «die berechtigte Person») bestimmt ein Mitglied der Necigef («aangesloten instelling») im Sinne des Wge welches dieser Person ihre entsprechenden Anteile als ein Mitinhaber («deelgenoot») des gemeinschaftlich verwahrten Anteils gut schreibt.

(4) Ungeachtet der Bestimmungen von Artikel 27 dieser Satzung ist Necigef - in ihrer Eigenschaft als Verwahrer des Globalanteilzertifikats - unwiderruflich mit der Verwaltung des Globalanteilzertifikats beauftragt und ist Necigef unwiderruflich befugt - im Namen der berechtigten Person(en) - sämtliche Handlungen vorzunehmen einschließlich der Annahme, der Übertragung sowie der Eintragung und der Debitierung im Globalanteilzertifikat.

(5) Wenn ein Mitinhaber einem Mitglied der Necigef («aangesloten instelling») eine physische Herausgabe eines oder mehrerer Anteile in Höhe der ihm als Mitinhaber zustehenden Anteile anfragt:

(a) wird Necigef die Anteile per Urkunde an die berechtigte Person übertragen,

(b) wird die Gesellschaft die Übertragung bestätigen und sie gutheißen,

(c) wird Necigef der Gesellschaft ermöglichen die entsprechenden Anteile vom Globalanteilzertifikat zu debitorieren,

(d) wird das Mitglied der Necigef («aangesloten instelling») die berechtigte Person entsprechend, als Mitinhaber des gemeinschaftlich verwahrten Anteils, debitorieren,

(e) wird die Gesellschaft solche berechtigte Person als Namensanteilsinhaber im Namensanteilbuch eintragen.

(6) Ein Namensanteilsinhaber kann zu jeder Zeit seinen Namensanteil in einen Inhaberanteil umwandeln, vorausgesetzt daß:

(a) die berechtigte Person ihr Anteil per Urkunde an Necigef überträgt,

(b) die Gesellschaft diese Übertragung bestätigt,

(c) Necigef der Gesellschaft ermöglicht dieses Anteil innerhalb des Globalanteilzertifikats zu führen (führen zu lassen),

(d) ein Mitglied der Necigef («aangesloten instelling») welches von der berechtigten Person benannt worden ist, die berechtigte Person entsprechend als Mitinhaber des gemeinschaftlich verwahrten Anteils führt und

(e) die Gesellschaft die berechtigte Person entsprechend als Anteilsinhaber im Namensanteilbuch löschen wird.

(7) Eine Umwandlung der Namensanteile in Inhaberanteile darf ausschließlich ausgeführt werden falls angegeben wird, daß der Anteilsinhaber keine US-amerikanische Person ist.

Art. 9. Ausgabe von Anteilen. Anteile werden ausschließlich bei Annahme der Zeichnung und Erhalt des Kaufpreises (ggf. zuzüglich einer Zeichnungsgebühr) ausgegeben. Nach Annahme der Zeichnung und Erhalt des Kaufpreises muß dem Zeichner ohne unnötige Verzögerung eine Eigentumsurkunde betreffend die von ihm erworbenen Anteile zugestellt werden.

Bei Namensanteilen wird dem Zeichner auf Anfrage eine Bestätigungsmitteilung zugestellt. Bei Inhaberanteilen wird das allgemeine Anteilzertifikat heraufgesetzt.

Anteile dürfen nicht ausgegeben werden oder verbunden sein mit präferenziellen, aufgeschobenen oder sonstigen Sonderrechten oder Einschränkungen in bezug auf die Dividende, den Kapitalertrag, den Umtausch, die Übertragung, den bei der Zuteilung zu zahlenden Betrag oder anderweitige Einschränkungen.

Die Hauptversammlung der Gesellschaft oder die Vorstandsmitglieder können jederzeit den Inhabern von Anteilen zusätzliche Rechte zuweisen, können ihnen jedoch keine zusätzlichen Pflichten oder Verpflichtungen auferlegen, und dies unter der Voraussetzung, daß die Rechte aller anderen Anteilsinhaber betreffend Dividenden, Rücknahme und den Kapitalertrag bei der Liquidation der Gesellschaft hierdurch nicht geschmälert oder aufgehoben werden.

Der Vorstand ist befugt und angewiesen, die Bedingungen der Zeichnung festzulegen und die Zeichnung der Zahlung des Nennwertes der Anteile zuzüglich einer Ausgabeprämie zu unterwerfen, welche zusammen, nach Auffassung des Vorstandes, dem in Artikel 13 der vorliegenden Satzung definierten Inventarwert der Anteile, daran einem Bewertungsstichtag (gemäß Artikel 14) entsprechend einer von Mal zu Mal vom Vorstand festgelegten Bewertungspolitik ermittelt wird, entsprechen.

Dieser Preis wird um die Unkosten und Provisionen erhöht, die vom Vorstand festgelegt und im Prospekt der Gesellschaft angegeben sind (in der Folge als der «Prospekt» bezeichnet). Der solchermaßen ermittelte Preis ist innerhalb der vom Vorstand angegebenen Frist, die sieben Handelstage ab besagtem Bewertungsstichtag nicht überschreiten darf, einzuzahlen. Als Handelstag gilt jeder im Großherzogtum Luxemburg normalerweise als Bankgeschäftstag erachtete Tag.

Der Vorstand kann jedem Vorstandsmitglied, jedem Manager, jeder Führungskraft oder jedem anderen ordnungsgemäß bevollmächtigten Agenten die Befugnis übertragen, Zeichnungen anzunehmen und die Einzahlung des Preises der auszugebenden Anteile entgegenzunehmen und sämtliche damit einhergehenden Formalitäten zu erledigen.

Die Gesellschaft kann beschließen, Anteile als Gegenleistung für eine Einlage in Form von Wertpapieren auszugeben, und dies in Übereinstimmung mit den im luxemburgischen Recht verankerten Bestimmungen, insbesondere unter

Berücksichtigung der Verpflichtung, daß man sich hierbei auf einen von einem Rechnungsprüfer («réviseur d'entreprises agréé») erstellten Bewertungsbericht berufen muß.

Art. 10. Rückkauf der Anteile durch die Gesellschaft - Rücknahme von Anteilen. Die Gesellschaft ist befugt, auf eigene Rechnung und aus guten Gründen vollständig eingezahlte Anteile ihres ausgegebenen und ausstehenden Anteilkapitals aufzukaufen, unter der Bedingung, daß dieser Aufkauf ausschließlich mit Mitteln aus dem zusätzlich eingezahlten Kapital oder dem unverteiltern Reingewinn der Gesellschaft, der die einbehaltenen Gewinne und die nicht-obligatorischen Rücklagen umfaßt, bestritten wird. Im Rahmen dieser Bestimmung werden als nicht-obligatorische Rücklagen alle Rücklagen der Gesellschaft einschließlich dem in Artikel 11 der vorliegenden Satzung definierten zusätzlich eingezahlten Kapital, jedoch ausschließlich der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage erachtet.

Jeder Anteilinhaber kann entsprechend den vom Vorstand im Prospekt aufgestellten Bedingungen und Verfahren und im Rahmen der vom Gesetzgeber und durch vorliegende Satzung aufgestellten Grenzen die Gesellschaft zur Rücknahme eines Teils oder aller seiner Anteile auffordern.

Der Rückkaufpreis je Anteil muß innerhalb einer vom Vorstand festgelegten Frist ausgezahlt werden, die nicht mehr als sieben (7) Handelstage in Luxemburg ab dem betreffenden Bewertungsstichtag (gemäß Artikel 14), an dem der Inventarwert ermittelt wurde, oder ab dem Datum, an dem die Übertragungsdokumente bei der Gesellschaft eingegangen sind, oder ab dem Datum, an dem das allgemeine Anteilzertifikat herabgesetzt wurde. Es gilt jeweils das späteste dieser Daten.

Der Rückkaufpreis beläuft sich auf den nach Maßgabe der Bestimmungen aus Artikel 13 der vorliegenden Satzung zu ermittelnden Inventarwert, abzüglich (gegebenenfalls) der Unkosten und Provisionen in der im Prospekt angegebenen Höhe.

Falls sich herausstellt, daß nach einem Rücknahmeantrag die Anzahl oder der Gesamtwert der Anteile, die ein Anteilinhaber besitzt, unter eine vom Vorstand festgelegte Mindestanzahl bzw. Mindestinventarwert fällt, so darf die Gesellschaft beschließen, daß die Anfrage als Antrag auf Rücknahme sämtlicher Anteile des Anteilinhabers zu erachten ist.

Falls zu irgendeinem Zeitpunkt die Rücknahmeanträge gemäß vorliegendem Artikel und die Wandlungsanträge gemäß vorliegendem Artikel einen bestimmten, vom Vorstand im Verhältnis zur Anzahl ausgegebener Anteile festgelegten Wert übersteigen, kann der Vorstand des weiteren beschließen, daß ein Teil oder die Gesamtheit dieser Rücknahmeanträge auf eine Art und Weise, von der der Vorstand glaubt, daß sie im Interesse der Gesellschaft liegt, auf einen späteren Zeitpunkt verschoben werden. Am nächsten Bewertungsstichtag nach dieser Periode werden diese Rücknahmeanträge prioritär vor späteren Anträgen abgewickelt.

Ein solcher Antrag muß von dem Anteilinhaber schriftlich am eingetragenen Gesellschaftssitz in Luxemburg eingereicht werden oder einer anderen Person oder einer anderen Annahmestelle überreicht werden, welche von der Gesellschaft als Agent für den Rückkauf von Anteilen beauftragt worden ist.

Falls die Gesellschaft zu irgendeinem Zeitpunkt nicht in der Lage ist, Anteile der Gesellschaft infolge der im ersten Absatz von Artikel 10 dargelegten Einschränkungen zurückzunehmen, muß der Vorstand eine Generalversammlung der Anteilinhaber einberufen. Auf dieser Generalversammlung muß darüber beschlossen werden, ob die Gesellschaft in freiwillige Liquidation gehen soll.

Von der Gesellschaft zurückgekaufte Anteile bestehen weiter, sind jedoch mit keinerlei Stimmrecht verbunden und haben kein Anrecht auf eine von der Gesellschaft ausgezahlte Dividende oder auf eine bei der Liquidation oder der Abwicklung der Gesellschaft gezahlte Ausschüttung, solange sie im Besitz der Gesellschaft sind. Von der Gesellschaft gemäß vorliegender Bestimmung zurückgekaufte Anteile dürfen jederzeit von der Gesellschaft wieder verkauft werden.

Im Geschäftsführungsbericht muß in Bezug auf den Jahresabschluß der Gesellschaft auf den Aufkauf von Anteilen verweisen und detaillierte Informationen über die während des betreffenden Geschäftszeitraums vorgenommenen Rückkäufe enthalten.

Art. 11. Bildung von Rücklagen. Neben den gesetzlich vorgeschriebenen Rücklagen darf der Vorstand von Zeit zu Zeit nach freiem Ermessen zusätzliche Rücklagen bilden. Aus den Mitteln, die der Gesellschaft als Prämie beim Verkauf der Anteile zukommen, muß der Vorstand eine Rücklage für zusätzlich eingezahltes Kapital bilden. Diese Rücklage(n) dürfen zur Ausgabe der Anteile der Gesellschaft, die die Gesellschaft von ihren Anteilinhabern zurückkauft, oder zur Verrechnung aller realisierten oder nicht realisierten Kapitalverluste genutzt werden.

Art. 12. Einschränkungen des Besitzes von Anteilen. Die Gesellschaft darf den Besitz von Anteilen an der Gesellschaft durch eine Person, eine Firma oder eine Gesellschaft teilweise oder vollständig einschränken oder verhindern, falls dies nach Meinung der Gesellschaft notwendig ist, um sicherzustellen, daß keinerlei Anteile von einer Person gekauft oder im Namen einer Person gekauft werden, unter Umständen, die zu einem Verstoß gegen die Gesetze oder Anforderungen eines Landes oder einer Regierungsbehörde oder einer verordnungsbefugten Behörde seitens dieser Person oder seitens der Gesellschaft führen wurden oder die ungünstige steuerliche oder andere finanzielle Folgen für die Gesellschaft hätten, einschließlich der Verpflichtung zur Eintragung gemäß einem Wertpapier-, Anlage- oder ähnlichem Gesetz oder einer ähnlichen Anforderung eines Staates oder einer Behörde.

In diesem Zusammenhang dürfen die Vorstandsmitglieder einen Anteilinhaber dazu auffordern, alle Informationen zu geben, die die Vorstandsmitglieder als erforderlich erachten, um festzustellen, ob der Anteilinhaber der materielle Eigentümer der Anteile in seinem Besitz ist. Falls die Gesellschaft feststellt, daß sich Anteile im direkten oder materiellen Besitz einer Person befinden, welche gegen das geltende Recht oder die Anforderungen eines Landes oder einer Regierungsbehörde oder einer verordnungsbefugten Behörde verstößt oder sich anderweitig in den im vorliegendem Artikel genannten Umständen befindet, so können die Vorstandsmitglieder die Rücknahme dieser Anteile anfordern.

Insbesondere (aber nicht ausschließlich) darf die Gesellschaft den Besitz von Anteilen an der Gesellschaft durch eine US-amerikanische Person einschränken. Als «US-amerikanische Person» ist jeder Bewohner der USA oder jede andere, in Vorschrift S des US-amerikanischen Securities Act aus dem Jahre 1933 oder dessen einzelnen Abänderungen

bezeichnete Person zu verstehen. Diese Bestimmung kann durch weitere Beschlüsse der Vorstandsmitglieder ergänzt werden.

Die gegenwärtigen Vorschriften der USA können sich wie folgt auswirken: falls ein Anteilhaber, der zur Zeit außerhalb der USA wohnt, seinen Wohnsitz in die USA verlegt (und somit unter die Definition einer «US-amerikanischen Person» fällt), so wird jeglicher künftige Kauf oder jegliche künftige Wandlung von Anteilen durch diesen Anteilhaber entsprechend den im zu jenem Zeitpunkt geltenden Prospekt angeführten Bestimmungen betreffend Verkäufe an US-amerikanische Personen eingeschränkt.

Art. 13. Berechnung des Inventarwerts je Anteil. Der Inventarwert der Anteile der Gesellschaft wird in niederländischen Gulden (NLG) oder in einer anderen, vom Vorstand von Mal zu Mal festgelegten Währung als Wert pro Anteil festgelegt und wird ermittelt, indem an gleich welchem Bewertungsstichtag die Aktiva der Gesellschaft (zum aktuellen Kurs in NLG umgerechnet, falls es sich um Aktiva in einer anderen Währung handelt) minus der Passiva (einschließlich aller vom Vorstand als erforderlich oder ratsam erachteten Rücklagen) an diesem Bewertungsstichtag durch die Anzahl der gemäß nachstehend erläuterten Bewertungsvorschriften ausstehenden Anteile (ausschließlich aller im Besitz der Gesellschaft befindlichen Anteile) geteilt werden.

Der Inventarwert je Anteil kann, falls die Vorstandsmitglieder dies beschließen, auf die nächste Einheit der betreffenden Währung auf- bzw. abgerundet werden.

Falls seit dem Zeitpunkt der Feststellung des Inventarwerts wesentliche Änderungen der Börsennotierungen in jenen Märkten, auf denen ein bedeutender Teil der Anlagen gehandelt oder notiert werden, so darf die Gesellschaft, um die Interessen der Anteilhaber und der Gesellschaft zu wahren, die erste Bewertung für ungültig erklären und eine zweite Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Inventarwerts der unterschiedlichen Anteilklassen erfolgt folgendermaßen:

I. Die Aktiva der Gesellschaft umfassen:

- 1) alle Barbestände und Bareinlagen samt der aufgelaufenen Zinsen;
- 2) alle zahlbaren Rechnungen und Wechsel sowie Außenstände (einschließlich des Erlöses verkaufter, aber noch nicht ausgehändigter Wertpapiere);
- 3) sämtliche Obligationen, Terminverbindlichkeiten, Depositenzertifikate, Anteile, Aktien, Vorzugsaktien, Zeichnungsrechte, Optionsscheine, Optionen und anderen Wertpapiere, Finanzpapiere und ähnlichen Aktiva im Besitz oder unter Vertrag der Gesellschaft;
- 4) alle der Gesellschaft zukommenden Anteile, Stockdividenden, Bardividenden und Barausschüttungen, insofern die Gesellschaft diesbezüglich über aufschlußreiche Informationen verfügt (unter der Voraussetzung, daß die Gesellschaft Anpassungen bezüglich Schwankungen des Marktwertes von Wertpapieren aufgrund von Handel ex Dividenden, ex Bezugsrechten oder aufgrund ähnlicher Praktiken vornehmen kann, die untenstehendem Absatz (a) nicht zuwiderlaufen);
- 5) sämtliche aufgelaufenen Zinsen auf alle verzinslichen Aktiva im Besitz der Gesellschaft, außer in dem Maße, wie diese Zinsen bereits im Kapitalbetrag des Aktivpostens enthalten ist;
- 6) die Gründungskosten der Gesellschaft einschließlich der Kosten der Ausgabe von Anteilen der Gesellschaft, insofern diese nicht abgeschrieben wurden;
- 7) alle anderen Aktiva jeglicher Art einschließlich im voraus geleisteter Zahlungen.

Der Wert dieser Aktiva wird wie folgt ermittelt:

(a) Barbestände oder Bareinlagen, Rechnungen, Wechsel und Außenstände, im voraus geleistete Zahlungen, Bardividenden, beschlossene oder aufgelaufene, aber noch nicht erhaltene Zinsen werden zu ihrem vollen Wert berechnet, außer falls es unwahrscheinlich ist, daß selbige zu ihrem vollen Wert ausgezahlt oder erhalten werden; in diesem Fall wird der Wert nach einem Diskont ermittelt, von der der Vorstand der Auffassung ist, daß sie zur Wiedergabe des wirklichen Wertes des betreffenden Aktivpostens geeignet ist;

(b) der Wert von Wertpapieren, die an gleich welcher Börse notiert sind oder an einem anderen Geregelten Markt (gemäß Artikel 24 der vorliegenden Satzung) gehandelt werden, stützt sich auf den letzten verfügbaren Preis;

(c) Optionen und Terminkontrakte werden zu dem jüngsten Marktpreis bewertet, den sie an dem Geregelten Markt erzielt haben, auf dem diese Optionen oder Terminkontrakte hauptsächlich gehandelt werden;

(d) Devisenterminkontrakte werden zu ihrem jeweilig angemessenen Marktwert bewertet, welcher auf der Grundlage von Preisen, die von unabhängigen Quellen angegeben werden, ermittelt wird;

(e) der angemessene Wert aller anderen Wertpapiere und anderen Aktiva sowie der Wertpapiere, die - wie oben angegeben - an einer Börse notiert sind oder auf einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, für die der gemäß obenstehenden Absätzen (b), (c) und (d) ermittelte Preis nicht den angemessenen Marktwert der betreffenden Papiere oder Aktiva widerspiegelt, wird durch Bewertungsverfahren ermittelt, welche vom Vorstand in gutem Glauben festgelegt werden.

Der Wert sämtlicher Aktiva und Passiva, der nicht in NLG ausgedrückt ist, wird in NLG umgerechnet, und zwar zu einem Kurs, der zuletzt von einer größeren Bank angegeben wurde. Falls solche Kurssätze nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs in gutem Glauben anhand von oder gemäß Verfahren ermittelt, die der Vorstand festgelegt hat.

Der Vorstand kann nach freiem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode gestatten, falls er die Auffassung vertritt, daß diese Bewertungsmethode den angemessenen Wert eines Aktivpostens der Gesellschaft besser widerspiegelt.

II. Die Passiva der Gesellschaft umfassen:

- 1) sämtliche Anleihen und zu zahlenden Rechnungen und Verbindlichkeiten;
- 2) sämtliche aufgelaufenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich der aufgelaufenen Honorare für die Bereitstellung solcher Kredite);

3) sämtliche aufgelaufenen oder fälligen Zahlungen (einschließlich Verwaltungskosten, Berater- und Managementhonorare, einschließlich Leistungshonorare, Depotbankhonorare und Entlohnungen der Organe der Gesellschaft);

4) alle bekannten gegenwärtigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen rechtsgeschäftlichen Schuldverhältnisse betreffend die Zahlung von Geld oder Vermögensgegenständen, einschließlich des Betrags aller ungezahlten Dividenden, die von der Gesellschaft beschlossen wurden;

5) eine angemessene, auf der Grundlage der Kapital- und Ertragslage der Gesellschaft an einem im Einzelfall vom Vorstand festgelegten Bewertungsstichtag errechnete Rückstellung für künftige Steuerzahlungen, sowie (gegebenenfalls) andere vom Vorstand autorisierte und genehmigte Rücklagen sowie (gegebenenfalls) ein Betrag, den der Vorstand als angemessene Pauschalrückstellung für Eventualverbindlichkeiten der Gesellschaft erachtet;

6) sämtliche anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft gleich welcher Art. Bei der Berechnung der Höhe dieser Verbindlichkeiten muß die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu leistenden Zahlungen berücksichtigen, welche umfassen: Errichtungskosten, Honorare für Anlageberater und Investment Managers, Buchhalter, Depotbank und deren Korrespondenten, Domiziliaragent, Registrierstelle und Übertragungsstelle, Zahlstelle und ständige Vertreter an Eintragungsstellen, für alle anderen von der Gesellschaft beauftragten Agenten, alle Honorare und Aufwendungen in Verbindung mit der Registrierung und Aufrechterhaltung der Registrierung der Gesellschaft bei staatlichen Stellen oder Börsen im Großherzogtum Luxemburg und in anderen Staaten, Honorare für juristische Berater und Rechnungsprüfer, Druckkosten, Berichterstellungs- und Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Werbung, die Vorbereitung, den Druck und die Verteilung von Ausgabeprospekten, erklärenden Mitteilungen, periodischen Berichten und Eintragungsbestätigungen, sämtliche Steuern, Zollgebühren, staatliche und ähnliche Belastungen sowie alle anderen Betriebsausgaben, einschließlich der Kosten für den Erwerb und die Veräußerung von Aktivposten, Zinsen, Bankkosten und Maklergebühren, Portogebühren, Telefon, Telex und Telefax. Die Gesellschaft darf Verwaltungskosten und andere Aufwendungen, die regelmäßig oder fortlaufend anfallen, aufgrund eines geschätzten Betrags für eine Jahresfrist oder für einen anderen Zeitraum im voraus verrechnen und darf selbigen Betrag im Laufe dieses Zeitraums um gleichmäßige Beträge aufstocken.

III. Zur Erfüllung des vorliegenden Artikels:

1) Anteile der Gesellschaft, die gemäß Artikel 10 der vorliegenden Satzung zurückgenommen werden sollen, werden bis unmittelbar nach dem vom Vorstand festgelegten Zeitpunkt am Bewertungsstichtag, an dem die Bewertung vorgenommen wird, als bestehende Anteile erachtet und berücksichtigt, und von jenem Zeitpunkt an bis zur vollständigen Zahlung seitens der Gesellschaft wird dieser Preis als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft angesehen;

2) von der Gesellschaft auszugebende Anteile werden ab dem vom Vorstand festgelegten Zeitpunkt am Bewertungsstichtag, an dem die Bewertung vorgenommen wird, als in Emission befindliche Anteile erachtet, und bis zum vollständigen Erhalt des Kaufpreises wird dieser als eine Forderung der Gesellschaft erachtet;

3) falls die Gesellschaft sich an einem Bewertungsstichtag vertraglich verpflichtet hat, einen Vermögenswert zu erstehen, so wird der Kaufpreis, der für diesen Vermögenswert zu zahlen ist, als Verbindlichkeit der Gesellschaft und der Wert des zu kaufenden Vermögenswertes als Anlage der Gesellschaft verbucht;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der Verkaufspreis, den die Gesellschaft für diesen Vermögenswert erhält, als Vermögenswert der Gesellschaft verbucht, während der veräußerte Vermögenswert nicht mehr als Vermögenswert der Gesellschaft geführt wird;

und dies unter der Voraussetzung, daß die Gesellschaft den Kaufbetrag oder den Wert des Vermögenswertes schätzen muß, falls dessen genauer Wert oder dessen genaue Art am Bewertungsstichtag nicht bekannt ist.

Falls kein böser Glaube, keine grobe Nachlässigkeit und kein offensichtlicher Fehler vorliegt, ist jede vom Vorstand oder einer Bank, Gesellschaft oder anderen vom Vorstand mit der Berechnung des Inventarwertes betrauten Einrichtung getroffene Entscheidung zur Berechnung des Inventarwertes endgültig und für die Gesellschaft sowie für gegenwärtige, ehemalige und künftige Anteilinhaber verbindlich.

Der Inventarwert wird von einem Vorstandsmitglied oder einem ordnungsgemäß befugten Stellvertreter oder einem Delegierten des Vorstands bescheinigt und diese Bescheinigung muß auf Anfrage eines Anteilinhabers diesem am eingetragenen Gesellschaftssitz zur Einsicht vorgelegt werden. Der Inventarwert muß regelmäßig in den vom Vorstand von Mal zu Mal festgelegten Presseorganen veröffentlicht werden, die in den betreffenden Ländern allgemein verfügbar sind.

Art. 14. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Berechnung des Inventarwertes je Anteil sowie der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen. Der Inventarwert je Anteil sowie der Preis für die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen werden von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft oder einem hierzu von der Gesellschaft bevollmächtigten Agenten berechnet, mindestens aber zweimal je Monat, wobei die Häufigkeit vom Vorstand festgelegt wird. Dieser jeweilige Zeitpunkt der Bewertung wird in vorliegender Satzung als «Bewertungsstichtag» bezeichnet.

Der Vorstand darf die Bewertung des Inventarwertes und die Ausgabe, Rücknahme und Wandlung einer beliebigen Anteilsklasse der Gesellschaft aussetzen:

i) während eines bestimmten Zeitraums, wenn einer der Wertpapiermärkte oder eine der Börsen, an dem bzw. der ein umfassender Teil der Anlagen der Gesellschaft von Zeit zu Zeit notiert werden, außerhalb der normalen Urlaubszeit geschlossen wird, oder wenn der Handel an diesem Wertpapiermarkt oder an dieser Börse eingeschränkt oder aufgehoben ist, unter der Voraussetzung, daß diese Einschränkung oder diese Aufhebung die Bewertung der Anlage der Gesellschaft an dieser Börse beeinträchtigt;

ii) während des Vorhandenseins von Umständen, die einen Notfall darstellen, aufgrund dessen die Veräußerung oder die Bewertung von Anlagen im Besitz der Gesellschaft praktisch nicht durchführbar ist oder aber nicht ohne eine wesentliche Beeinträchtigung der Interessen der Anteilinhaber der Gesellschaft möglich ist, oder aber unmöglich ist;

iii) bei einem Ausfall der Kommunikationsmittel einschließlich EDV-Anlagen, die normalerweise zur Feststellung des Preises oder des Wertes der Anlagen oder der aktuellen Preise oder Werte an einem Wertpapiermarkt oder an einer Börse verwendet werden; oder

1iv) während eines Zeitraumes, wenn es der Gesellschaft nicht möglich ist, Mittel zurückzuführen, die zur Leistung von Zahlungen bei der Rücknahme von Anteilen benötigt werden, oder wenn eine Übertragung von Mitteln, zu der es bei der Durchführung oder dem Ankauf von Anlagen oder bei Zahlungen aufgrund der Rücknahme von Anteilen kommt, nach Auffassung des Vorstands nicht zu normalen Preisen oder zu normalen Wechselkursätzen durchgeführt werden kann;

v) wenn aus gleich welchem Grunde der Preis gleich welcher Anlage im Besitz der Gesellschaft nicht unmittelbar und exakt festgestellt werden kann; oder

vi) bei der Veröffentlichung einer Mitteilung zur Einberufung einer Hauptversammlung der Anteilhaber hinsichtlich der Liquidation der Gesellschaft in Übereinstimmung mit untenstehendem Artikel 31.

Gegebenenfalls muß eine Mitteilung des Beschlusses und der Aufhebung einer solchen Aussetzung veröffentlicht und zudem jedem Anteilhaber oder jeder Person, der bzw. die sich um die Ausgabe oder die Rücknahme von Anteilen bemüht, zugestellt werden. Während eines solchen Aussetzungszeitraums oder Aufschiebungsperiode kann ein Anteilhaber seinen Antrag betreffend nicht zurückgekaufte Anteile durch eine schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft zurückziehen; diese Mitteilung muß der Gesellschaft vor Ablauf des betreffenden Aussetzungszeitraums vorliegen. Falls der Gesellschaft keine solche Mitteilung zugestellt wird, behandelt die Gesellschaft den Antrag am ersten Bewertungsstichtag nach Ablauf der Aussetzungsperiode.

Die Gesellschaft ist des weiteren nicht zur Rücknahme von Anteilen an einem bestimmten Bewertungsstichtag verpflichtet, falls an diesem Tag Rücknahmeanträge für mehr als 10 % der ausgegebenen Anteile vorliegen. Darüber hinaus kann die Gesellschaft unter besonderen Umständen, die die Interessen der Inhaber von Anteilen beeinträchtigen, die Rücknahme aussetzen. In beiden Fällen darf der Vorstand erklären, daß die Rücknahme oder die Wandlung ausgesetzt wird, bis die Gesellschaft - so bald wie möglich - die notwendigen Veräußerungen von Vermögenswerten durchgeführt hat oder bis die außergewöhnlichen Umstände nicht mehr vorhanden sind. Solchermaßen aufgeschobene Rückkäufe werden prioritär vor späteren Anfragen abgewickelt.

Titel III. - Verwaltung und Beaufsichtigung

Art. 15. Vorstandsmitglieder. Die Gesellschaft wird von einem Vorstand geleitet, der sich aus nicht weniger als drei Mitgliedern zusammensetzt, die nicht notwendigerweise Anteilhaber der Gesellschaft sein müssen. Die Vorstandsmitglieder nehmen ihr Amt unter Aufsicht des «Aufsichtsrats» (Supervisory Board) wahr. Sie werden für eine Amtszeit gewählt, die sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Die Vorstandsmitglieder werden von den Anteilhabern bei einer Hauptversammlung der Anteilhaber gewählt; der Aufsichtsrat erstellt die Liste der Kandidaten, aus denen die Vorstandsmitglieder ausgewählt werden. Die Hauptversammlung der Anteilhaber bestimmt darüber hinaus die Anzahl der Vorstandsmitglieder und deren Amtszeit. Der Vorstand fordert den Aufsichtsrat zur Erstellung einer Liste von zur Wahl stehenden Vorstandsmitgliedern auf. Der Aufsichtsrat muß diese Kandidatenliste spätestens drei Monate vor der Hauptversammlung der Anteilhaber vorlegen. Die Vorstandsmitglieder setzen die Namen der solchermaßen vorgestellten Kandidaten auf die Tagesordnung der betreffenden Hauptversammlung der Anteilhaber.

Die Hauptversammlung der Anteilhaber ist dazu berechtigt, Ernennungen vorzunehmen, falls der Aufsichtsrat die Liste der zur Wahl stehenden Kandidaten nicht oder nicht rechtzeitig vorlegt.

Die sich zur Wahl stellenden Vorstandsmitglieder, die auf der Tagesordnung der Hauptversammlung aufgeführt sind, werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt. Ein Kandidat, der nicht auf der Tagesordnung der Hauptversammlung eingetragen ist, kann nur mit der Mehrheit der Stimmen der ausstehenden Anteile gewählt werden. Vorstandsmitglieder können auf Vorschlag des Aufsichtsrats bei der Hauptversammlung der Anteilhaber durch einen mit der Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Stimmen gefaßten Beschluß ihres Amtes enthoben oder ausgetauscht werden.

Ohne Vorschlag des Aufsichtsrats kann ein Vorstandsmitglied nur durch einen mit zwei Dritteln der abgegebenen Stimmen gefaßten Beschluß einer Hauptversammlung, bei der die Mehrheit der ausstehenden Anteile anwesend oder vertreten ist, aus seinem Amt entlassen oder ausgetauscht werden.

Falls das Amt eines Vorstandsmitglieds nicht bekleidet ist, können die verbleibenden Vorstandsmitglieder diese Vakanz zeitweilig mit Erlaubnis des Aufsichtsrats ausfüllen; die Anteilhaber treffen bei ihrer nächsten Hauptversammlung einen definitiven Beschluß betreffend diese Ernennung.

Die Entlohnung jedes Vorstandsmitglieds wird vom Aufsichtsrat festgelegt und wird im Prospekt angegeben.

Die Gesellschaft kann jedem Vorstandsmitglied oder jedem Manager sowie deren Erben, Testamentsvollstrecker und Nachlaßverwalter die Auslagen, die ihm in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren entstehen, deren Partei er infolge der Tatsache, daß er als Vorstandsmitglied oder Führungskraft der Gesellschaft oder - auf seine Anfrage hin - einer anderen Gesellschaft ist oder gewesen ist, von der die Gesellschaft Anteile besitzt oder deren Gläubiger die Gesellschaft ist, von der er jedoch keinerlei Entschädigung beziehen kann, tätig ist, erstatten, außer wenn das Vorstandsmitglied oder die Führungskraft bei einer solchen Klage, einem Prozeß oder Verfahren schließlich grober Fahrlässigkeit oder eines Fehlverhaltens für schuldig befunden wird; im Falle eines Vergleichs wird eine Entschädigung nur in Verbindung mit jenen im Vergleich behandelten Tatbeständen gewährt, in Bezug auf die der Rechtsberater der Gesellschaft dieser mitgeteilt hat, daß sich die zu entschädigende Person keiner Pflichtverletzung schuldig gemacht hat. Obengenanntes Entschädigungsrecht schließt andere Rechte nicht aus, auf die das Vorstandsmitglied gegebenenfalls Anrecht hat.

Art. 16. Vorstandssitzungen - Vorsitz der Sitzungen. Der Vorstand wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und kann unter seinen Mitgliedern einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann auch einen Schriftführer bestimmen, der kein Vorstandsmitglied sein muß und der das Protokoll der Vorstandssitzungen und

der Versammlungen der Anteilshaber führt. Der Vorstand tritt auf Veranlassung des Vorsitzenden oder zweier Vorstandsmitglieder an dem in der Versammlungseinberufung genannten Ort zusammen.

Der Vorsitzende leitet die Vorstandssitzungen sowie die Versammlungen der Anteilshaber. In Abwesenheit des Vorsitzenden können die Anteilshaber bzw. die Vorstandsmitglieder mit Stimmenmehrheit beschließen, daß ein anderes Vorstandsmitglied oder - im Falle einer Versammlung von Anteilshabern - gleich welche andere Person die Versammlung leiten wird.

Alle Vorstandsmitglieder müssen spätestens vierundzwanzig Stunden vor dem für das Zusammentreten der Versammlung anberaumten Zeitpunkt schriftlich benachrichtigt werden, außer in Notfällen, wobei die Umstände des jeweiligen Notfalls in der Versammlungsmittelteilung angegeben werden müssen. Auf eine solche Benachrichtigung kann durch eine schriftliche Mitteilung oder eine per Telegramm, Telex, Telefax oder ein ähnliches Kommunikationsmittel übermittelte Mitteilung verzichtet werden. Für Versammlungen, die zu einem Zeitpunkt und an einem Ort abgehalten werden, der in einem vom Vorstand gefaßten Beschluß festgelegt worden ist, ist keine getrennte Benachrichtigung erforderlich.

Jedes Vorstandsmitglied kann sich bei einer Versammlung vertreten lassen, indem es schriftlich, per Telegramm, Telex oder Telefax oder mit Hilfe eines ähnlichen Kommunikationsmittels ein anderes Vorstandsmitglied zu seinem Stellvertreter ernennt. Ein Vorstandsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Vorstandsmitglied kann an einer Vorstandssitzung über eine Konferenzschaltung oder ein ähnliches Telekommunikationsmittel teilnehmen, wobei alle an der Sitzung teilnehmenden Personen einander hören können; eine Teilnahme an einer Sitzung mit Hilfe eines solchen Telekommunikationsmittels wird als persönliche Anwesenheit bei der betreffenden Sitzung erachtet.

Der Vorstand kann nur in gültiger Form beraten und beschließen, wenn mindestens die Mehrheit der Vorstandsmitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Vorstandsmitglieder gefaßt. Falls bei einer Sitzung die Anzahl der Ja- und Nein-Stimmen betreffend Beschluß gleich ist, ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Die Beschlüsse des Vorstands werden in einem Protokoll aufgezeichnet, welches vom Sitzungsvorsitzenden unterzeichnet wird. Abschriften von Auszügen dieses Protokolls, welche in Gerichtsverfahren oder anderweitig vorgelegt werden müssen, müssen vom Vorsitzenden der Versammlung oder von zwei Vorstandsmitgliedern ordnungsgemäß unterzeichnet werden.

Schriftliche Beschlüsse, die die Zustimmung aller Vorstandsmitglieder finden und von ihnen unterzeichnet werden, haben dieselbe Kraft wie Beschlüsse bei Vorstandssitzungen; jedes Vorstandsmitglied muß einem solchen Beschluß schriftlich, per Telegramm, Telex, Telefax oder mit Hilfe eines anderen ähnlichen Kommunikationsmittels zustimmen. Eine Zustimmung, die ursprünglich nicht in schriftlicher Form vorliegt, wird schriftlich bestätigt und die Gesamtheit dieser Unterlagen dienen als Beleg dafür, daß dieser Beschluß in gültiger Form gefaßt wurde.

Art. 17. Befugnisse des Vorstands. Der Vorstand hat alle Befugnisse, um alle Anordnungen zu erlassen und alle Verwaltungsaufgaben wahrzunehmen, die zum Erreichen der Ziele der Gesellschaft dienlich oder erforderlich sind. Ihm ist das Recht vorbehalten, jedwede im Prospekt genannte Geschäftspraktik oder -politik abzuändern.

Der Vorstand nimmt sämtliche Befugnisse wahr, die nicht per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung der Anteilshaber oder dem Aufsichtsrat vorbehalten sind.

Art. 18. Unterzeichnung durch die Gesellschaft. Gegenüber Drittparteien geht die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Vorstandsmitgliedern oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift einer oder mehrerer Person(en), die vom Vorstand hierzu bevollmächtigt worden sind, verbindliche Verpflichtungen ein.

Die Vorstandsmitglieder können mit ihrer alleinigen Unterschrift keine verbindliche Verpflichtung im Namen der Gesellschaft eingehen, außer wenn sie ausdrücklich durch einen Beschluß des Vorstands hierzu ermächtigt worden sind.

Art. 19. Übertragung von Befugnissen. Der Vorstand der Gesellschaft kann mit der Genehmigung des Aufsichtsrats seine Befugnisse zur tagtäglichen Geschäftsleitung der Gesellschaft (einschließlich der Befugnis zur autorisierten Unterzeichnung im Namen der Gesellschaft) sowie seine Befugnisse zur Förderung der Unternehmenspolitik und der Gesellschaftsziele einer oder mehreren natürlichen Person(en) oder Körperschaft(en) (die «Manager») übertragen, die keine Vorstandsmitglieder sein müssen, denen die vom Vorstand der Gesellschaft mit Zustimmung des Aufsichtsrats festgelegten Befugnisse übertragen werden und die, falls der Vorstand der Gesellschaft sie hierzu mit Zustimmung des Aufsichtsrats bevollmächtigt, ihre Befugnisse abtreten können; die Übertragung an ein Vorstandsmitglied unterliegt der Zustimmung durch die Hauptversammlung der Anteilshaber.

Der Vorstand darf ebenfalls durch notarielle oder private Stimmrechtsvollmacht spezielle Vollmachten übertragen.

Der Vorstand darf mit Zustimmung des Aufsichtsrats Manager (einschließlich eines General Manager, eines Investment Manager und weiterer Assistant General Manager sowie zusätzlicher Führungskräfte) ernennen, die die Gesellschaft als zur Führung und Verwaltung der Gesellschaft erforderlich erachtet.

Diese Ernennungen dürfen jederzeit vom Vorstand auf Vorschlag des Aufsichtsrats beendet werden. Die Führungskräfte müssen weder Vorstandsmitglieder noch Anteilshaber der Gesellschaft sein. Die Führungskräfte haben die Befugnisse, die ihnen vom Vorstand auf Vorschlag des Aufsichtsrats erteilt werden.

Art. 20. Billigung der Beschlüsse. Unbeschadet der betreffenden Bestimmungen an anderer Stelle in der vorliegenden Satzung unterliegen die nachstehenden Beschlüsse des Vorstands einer Billigung durch den Aufsichtsrat:

- a. die Beantragung der Notierung oder der Aufhebung der Notierung der Gesellschaftsanteile an einer Wertpapierbörse;
- b. der Abschluß von Abkommen, aufgrund derer der Gesellschaft ein Bankkredit gewährt wird;
- c. der Vorschlag einer Fusion;

1d. die Beteiligung an Gerichtsverfahren, einschließlich Schiedsverfahren, außer wenn diese Verfahren keinerlei Verzögerung dulden;

e. der Vorschlag der Auflösung der Gesellschaft;

f. die Beantragung einer Zwangsliquidation der Gesellschaft und eines Zahlungsmoratoriums.

Darüber hinaus unterliegen all jene Beschlüsse des Vorstands der Zustimmung des Aufsichtsrats, die in einem Beschluß des Aufsichtsrats aufgeführt sind.

Der Vorstand hat die Anweisungen des Aufsichtsrats in Bezug auf die allgemeinen finanziellen, sozialen und wirtschaftlichen Richtlinien der Geschäftsführung zu beachten.

Das Fehlen einer Zustimmung, wie in obenstehendem Artikel 19 beschrieben, beeinträchtigt die Befugnis des Vorstands, die Gesellschaft zu vertreten, in keiner Weise.

Art. 21. Der Aufsichtsrat. Die Gesellschaft besitzt einen Aufsichtsrat, der sich aus einem oder mehreren Mitglied(ern) zusammensetzt, das bzw. die nicht notwendigerweise Anteilhaber der Gesellschaft sein muß bzw. müssen. Die Mitglieder werden für eine Amtszeit gewählt, die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Die Mitglieder werden von den Anteilhabern bei einer Hauptversammlung der Anteilhaber gewählt; letztere bestimmen darüber hinaus die Anzahl der Aufsichtsratsmitglieder und deren Amtszeit.

Die Entlohnung jedes Aufsichtsratsmitglieds wird von der Hauptversammlung der Anteilhaber festgelegt.

Die zur Wahl stehenden Aufsichtsratsmitglieder, die auf der Tagesordnung der Hauptversammlung aufgeführt sind, werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt. Ein Kandidat, der nicht auf der Tagesordnung der Hauptversammlung eingetragen ist, kann nur mit der Mehrheit der Stimmen der ausstehenden Anteile gewählt werden.

Aufsichtsratsmitglieder können mit oder ohne Begründung bei der Hauptversammlung der Anteilhaber, bei der die Mehrheit der ausstehenden Anteile anwesend oder vertreten sein muß, durch einen mit der Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Stimmen gefaßten Beschluß ihres Amtes enthoben oder ausgetauscht werden.

Falls das Amt eines Aufsichtsratsmitglieds nicht bekleidet ist, können die verbleibenden Aufsichtsratsmitglieder diese Vakanz zeitweilig ausfüllen; die Anteilhaber treffen bei ihrer nächsten Hauptversammlung einen definitiven Beschluß betreffend diese Ernennung.

Art. 22. Befugnisse des Aufsichtsrats. Der Aufsichtsrat besitzt alle Befugnisse, um sämtliche Aktivitäten der Gesellschaft zu überwachen und kontrollieren. Er steht dem Vorstand beratend zur Seite. Die Aufsichtsratsmitglieder müssen in Ausübung ihres Amtes den Interessen der Gesellschaft dienen.

Der Vorstand liefert dem Aufsichtsrat rechtzeitig alle Informationen, die dieser zur Wahrnehmung seiner Pflichten benötigt, und übermittelt dem Aufsichtsrat mindestens halbjährlich einen Überblick über die finanzielle Lage der Gesellschaft.

Die Aufsichtsratsmitglieder haben Zugang zu dem eingetragenen Gesellschaftssitz und sind jederzeit dazu berechtigt, in die Bücher und Unterlagen der Gesellschaft einzusehen.

Der Aufsichtsrat darf eines oder mehrere seiner Mitglieder oder einen Experten mit der Wahrnehmung solcher Aufgaben betrauen und darf auch anderweitig einen Experten zu Rate ziehen.

Art. 23. Aufsichtsratssitzungen - Vorsitz der Sitzungen. Der Aufsichtsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und kann unter seinen Mitgliedern einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann auch einen Schriftführer bestimmen, der kein Aufsichtsratsmitglied sein muß und der das Protokoll der Aufsichtsratssitzungen führt. Der Aufsichtsrat tritt auf Veranlassung des Vorsitzenden oder des Vorstands an dem in der Versammlungseinberufung genannten Ort zusammen.

Der Vorsitzende leitet die Aufsichtsratssitzungen. In Abwesenheit des Vorsitzenden können die Aufsichtsratsmitglieder untereinander einen Vorsitzenden wählen.

Alle Aufsichtsratsmitglieder müssen spätestens vierundzwanzig Stunden vor dem für das Zusammentreten der Versammlung anberaumten Zeitpunkt schriftlich benachrichtigt werden, außer in Notfällen, wobei die Umstände des jeweiligen Notfalls in der Versammlungsmittelteilung angegeben werden müssen. Auf eine solche Benachrichtigung kann durch eine schriftliche Mitteilung oder eine per Telegramm, Telex, Telefax oder ein ähnliches Kommunikationsmittel übermittelte Mitteilung verzichtet werden. Für Versammlungen, die zu einem Zeitpunkt und an einem Ort abgehalten werden, der in einem vom Aufsichtsrat gefaßten Beschluß festgelegt worden ist, ist keine getrennte Benachrichtigung erforderlich.

Jedes Aufsichtsratsmitglied kann sich bei einer Versammlung vertreten lassen, indem es schriftlich, per Telegramm, Telex oder Telefax oder mit Hilfe eines ähnlichen Kommunikationsmittels ein anderes Aufsichtsratsmitglied zu seinem Stellvertreter ernennt. Ein Aufsichtsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Aufsichtsratsmitglied kann an einer Aufsichtsratssitzung über eine Konferenzschaltung oder ein ähnliches Telekommunikationsmittel teilnehmen, wobei alle an der Sitzung teilnehmenden Personen einander hören können; eine Teilnahme an einer Sitzung mit Hilfe eines solchen Telekommunikationsmittels wird als persönliche Anwesenheit bei der betreffenden Sitzung erachtet.

Der Aufsichtsrat kann nur bei ordnungsgemäß einberufenen Aufsichtsratssitzungen in gültiger Form Beschlüsse fassen.

Der Aufsichtsrat darf nur dann in gültiger Form beraten und tätig werden, wenn mindestens die Mehrheit der Aufsichtsratsmitglieder oder eine vom Aufsichtsrat festgelegte Mindestanzahl Aufsichtsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Beschlüsse des Aufsichtsrats werden in einem Protokoll aufgezeichnet, welches vom Sitzungsvorsitzenden und vom Schriftführer der Sitzung unterzeichnet wird. Abschriften von Auszügen dieses Protokolls, welche in Gerichtsver-

fahren oder anderweitig vorgelegt werden müssen, müssen vom Vorsitzenden der Versammlung oder von zwei Aufsichtsratsmitgliedern ordnungsgemäß unterzeichnet werden.

Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aufsichtsratsmitglieder gefaßt. Falls bei einer Sitzung die Anzahl der Ja- und Nein-Stimmen betreffend Beschluß gleich ist, ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Schriftliche Beschlüsse, die die Zustimmung aller Aufsichtsratsmitglieder finden und von ihnen unterzeichnet werden, haben dieselbe Kraft wie Beschlüsse bei Aufsichtsratsitzungen; jedes Aufsichtsratsmitglied muß einem solchen Beschluß schriftlich, per Telegramm, Telex, Telefax oder mit Hilfe eines anderen ähnlichen Kommunikationsmittels zustimmen. Eine Zustimmung muß schriftlich bestätigt werden und die Gesamtheit dieser Unterlagen dienen als Beleg dafür, daß dieser Beschluß in gültiger Form gefaßt wurde.

Der Aufsichtsrat trifft sich mit dem Vorstand, wann immer der Aufsichtsrat oder der Vorstand dies für notwendig erachtet.

Die vom Aufsichtsrat gefaßten Beschlüssen sind für den Vorstand nicht verbindlich; sie dienen lediglich als Ratschlag.

Die Mitglieder des Aufsichtsrats haben auf einer Hauptversammlung der Anteilseiner dieselben Rechte wie die Vorstandsmitglieder.

Art. 24. Anlagepolitik und Einschränkungen. Ausgehend vom Grundsatz der Risikostreuung hat der Vorstand die Befugnis, eine Anlagepolitik und den Führungsstil des Managements sowie die Art der Geschäftsleitung der Gesellschaft innerhalb der vom Vorstand unter Berücksichtigung geltender Gesetze und Rechtsvorschriften erlassenen Einschränkungen festzulegen.

Im Rahmen dieser Einschränkungen darf der Vorstand beschließen, daß die Anlagen getätigt werden:

(i) in übertragbaren Wertpapieren, die offiziell an einem Wertpapiermarkt zugelassen sind oder die an einem anderen anerkannten Geregelten Markt in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gehandelt werden, der regelmäßig geöffnet ist und der Öffentlichkeit offensteht (ein «Geregelter Markt»)

(ii) in übertragbaren Wertpapieren, die offiziell an einem Wertpapiermarkt zugelassen sind oder die an einem anderen anerkannten Geregelten Markt in einem anderen west- oder osteuropäischen, asiatischen, ozeanischen, nord- oder südamerikanischen oder afrikanischen Staat gehandelt werden;

(iii) in jüngst ausgegebenen übertragbaren Wertpapieren, unter der Voraussetzung, daß aus den Ausgabebedingungen erhellt, daß die Zulassung zu einer offiziellen Notierung an einem der obengenannten Wertpapiermärkte oder Geregelten Märkte beantragt worden ist und daß diese Zulassung binnen einem Jahr ab Emission erfolgen wird;

(iv) in Übereinstimmung mit dem Grundsatz der Risikostreuung, bis zu 100 % der Anlagen in übertragbaren Wertpapieren, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union garantiert werden;

(v) in Wertpapieren einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen (undertaking for collective investment, «UCI»); unter der Voraussetzung, daß es sich bei dieser UCI um einen offenen Organismus für gemeinsame Anlagen in übertragbaren Wertpapieren (undertaking for collective investment in transferable securities, «UCITS») handelt, auch wenn solche UCI mit der Gesellschaft durch gemeinsames Management oder gemeinsame Beaufsichtigung oder durch eine bedeutende direkte oder indirekte Teilhaberschaft der Gesellschaft an dieser Investmentgesellschaft verbunden ist, ist die Investition in Wertpapiere einer solchen UCI nur dann gestattet, wenn diese UCI laut deren Gründungsunterlagen auf Anlagen in einem bestimmten geographischen Gebiet oder einem bestimmten Wirtschaftssektor spezialisiert ist und wenn keinerlei Honorare oder Unkosten für Transaktionen betreffend den Kauf dieser Wertpapiere gefordert werden;

(vi) in anderen Wertpapieren, Finanzmitteln oder anderen Anlageformen im Rahmen der Einschränkungen, die vom Vorstand unter Berücksichtigung geltender Gesetze und Rechtsvorschriften festgelegt werden.

Darüber hinaus ist die Gesellschaft befugt:

(i) Techniken und Instrumente betreffend übertragbare Wertpapiere zu nutzen, unter der Voraussetzung, daß diese Techniken und Instrumente im Hinblick auf effizientes Portfolio-Management eingesetzt werden;

(ii) Techniken und Instrumente zu nutzen, die Schutz vor Kursrisiken im Rahmen der Verwaltung der Aktiva und Passiva bieten sollen.

Art. 25. Interessenkonflikte. Kein Vertrag oder andere Transaktion zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma darf durch die Tatsache beeinträchtigt werden bzw. ungültig gemacht werden, daß ein oder mehrere Vorstandsmitglied(er) an besagter Gesellschaft interessiert oder Vorstandsmitglied(er), Gesellschafter, Führungskraft (Führungskräfte) oder Angestellte(r) der besagten Gesellschaft oder Firma ist bzw. sind. Ein Vorstandsmitglied oder eine Führungskraft der Gesellschaft, das bzw. die als Vorstandsmitglied, Führungskraft oder Angestellter einer Gesellschaft oder Firma tätig ist, mit der die Gesellschaft Verträge hat oder andere Geschäftsbeziehungen unterhält, wird nicht aufgrund dieses Beteiligungsverhältnisses an der besagten Gesellschaft oder Firma von der Begutachtung, Stimmabgabe oder Beschlußfassung betreffend diese Verträge oder anderweitige Geschäftsbeziehungen ausgeschlossen.

Falls ein Vorstandsmitglied oder eine Führungskraft der Gesellschaft an gleich welcher Transaktion der Gesellschaft ein Interesse hat, das den Interessen der Gesellschaft zuwiderläuft, so setzt dieses Vorstandsmitglied oder diese Führungskraft den Vorstand vom Bestehen dieses zuwiderlaufenden Interesses in Kenntnis; das Vorstandsmitglied bzw. die Führungskraft darf sich sodann nicht an der Begutachtung oder der Stimmabgabe in Bezug auf die besagte Transaktion beteiligen; die Transaktion sowie das zuwiderlaufende Interesse des Vorstandsmitglieds oder der Führungskraft an dieser Transaktion wird bei der nächsten Hauptversammlung der Anteilseiner letzteren genehmigt.

Der in obenstehendem Passus verwendete Begriff des «zuwiderlaufenden Interesses» bezieht sich nicht auf die Beziehungen (mit oder ohne Interesse an einem Geschäftsvorgang, einer Position oder einer Transaktion), an der ein Anlageberater, der Manager, der Treuhänder oder gleich welche andere Person, Gesellschaft oder Körperschaft, welche von Zeit zu Zeit vom Vorstand in freiem Ermessen bestimmt werden, beteiligt sind.

Art. 26. Rechnungsprüfer. Die im Jahresbericht der Gesellschaft wiedergegebenen Buchhaltungsdaten müssen von einem Rechnungsprüfer («réviseur d'entreprises agréé») geprüft werden, der von der Hauptversammlung der Anteilshaber bestellt und von der Gesellschaft entlohnt wird.

Der Rechnungsprüfer erfüllt sämtliche Aufgaben gemäß dem Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen (UCI).

Titel IV. - Hauptversammlungen - Rechnungsjahr - Ausschüttungen

Art. 27. Hauptversammlungen der Anteilshaber der Gesellschaft.

(1) Die Hauptversammlung der Anteilshaber vertritt die Gesamtheit der Anteilshaber der Gesellschaft. Die bei einer Hauptversammlung getroffenen Beschlüsse sind für alle Anteilshaber der Gesellschaft verbindlich. Die Hauptversammlung hat weitestgehende Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Ratifizierung von Geschäftsvorgängen in Bezug auf die Leitung der Gesellschaft.

Die Hauptversammlung der Anteilshaber erfolgt mittels Einberufung des Vorstands.

Eine Hauptversammlung muß ebenfalls auf Anfrage von Anteilhabern, die mindestens ein Fünftel des gesamten ausstehenden Anteilkapitals darstellen, einberufen werden, und dies innerhalb eines Monats nach Datum des Antrags.

(2) Die jährliche Hauptversammlung tritt entsprechend luxemburgischem Recht in der Stadt Luxemburg an einem Ort, der in der Versammlungsmittelung angegeben wird, am zweiten Freitag im Mai um 11.00 Uhr morgens zusammen.

Falls dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder ein Bankfeiertag ist, findet die jährliche Hauptversammlung am darauffolgenden Geschäftstag statt.

Weitere Versammlungen der Anteilshaber finden jeweils an einem Ort und zu einem Zeitpunkt statt, der in der diesbezüglichen Versammlungsmittelung angegeben ist.

Die Tagesordnung wird vom Vorstand festgelegt, außer wenn die Versammlung aufgrund eines schriftlichen Antrags mindestens eines Fünftels der Anteilshaber einberufen wurde; in diesem Fall kann der Vorstand eine ergänzende Tagesordnung aufstellen.

Die Anteilshaber treten auf einen Aufruf des Vorstands hin entsprechend einer Mitteilung zusammen, in der die Tagesordnung angegeben ist und die spätestens acht Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Zeitpunkt allen Inhabern von Namensanteilen an deren jeweilige Anschrift laut Anteilbuch zugestellt werden muß. Die Versendung dieser Mitteilung an Inhaber von Namensanteilen braucht der Versammlung gegenüber nicht gerechtfertigt zu werden.

Falls Inhaberanteile ausgegeben werden, muß die Mitteilung zusätzlich gemäß dem Gesetz im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations» und, außerdem, in einer oder mehreren luxemburgischen Zeitungen veröffentlicht werden sowie in Het Financieel Dagblad, in der Officiële Prijscourant der Amsterdamer Börse und in weiteren Presseorganen, die vom Vorstand festgelegt werden können.

Falls alle Anteile in Form von Namensanteilen ausgegeben werden müssen keine Veröffentlichungen vorgenommen werden. Mitteilungen dürfen dann ausschließlich per Einschreiben an die Anteilshaber versendet werden.

Falls alle Anteilshaber anwesend oder vertreten sind und, ihrer Meinung nach, ordentlich zusammengerufen wurden und von der Tagesordnung in Kenntnis gesetzt worden sind, so kann die Hauptversammlung auch ohne Versammlungsmittelung abgehalten werden.

(3) Der Vorstand kann zusätzliche Bedingungen festlegen, die die Anteilshaber erfüllen müssen, um an einer Versammlung der Anteilshaber teilzunehmen. Um der Hauptversammlung beizuwohnen und (insofern sie dazu berechtigt sind) Stimmrechte auszuüben, müssen Anteilshaber oder sonstige Personen, die das Recht haben der Hauptversammlung beizuwohnen, die Anteilzertifikate oder sonstigen Dokumente aus denen ihr Recht auf Beiwohnung der Hauptversammlung hervorgeht, mittels einer Empfangsbestätigung, an den Stellen in Luxemburg oder Amsterdam oder sonstigen vom Vorstand bestimmten Orten hinterlegen, die in der Einberufung angegeben sind.

Namensanteilsinhaber oder Personen, die das Recht haben der Hauptversammlung beizuwohnen, müssen, um der Hauptversammlung beizuwohnen und (insofern sie dazu berechtigt sind) Stimmrechte auszuüben, den Vorstand diesbezüglich schriftlich zeitgerecht benachrichtigen. Die Einberufung muß den Tag angeben an dem der Vorstand spätestens zu benachrichtigen ist; dieser Tag kann nicht früher als auf den siebten Geschäftstag vor dem Tag der Versammlung gelegt werden.

Bezüglich der Ausübung des Stimmrechts und/oder des Rechts den Versammlungen beizuwohnen wird die Gesellschaft als Anteilshaber der Gesellschaft die in einer durch ein Mitglied der Necigef («angesloten instelling») ausgestellten schriftlichen Erklärung vermerkte Person in Betracht ziehen. Diese Erklärung vermerkt die Anzahl der gemeinschaftlich verwahrten Anteile und bestätigt, daß die in der Erklärung vermerkte Person ein Mitinhaber des gemeinschaftlich verwahrten Anteils ist und bis zum Abschluß der Versammlung bleiben wird, vorausgesetzt die Erklärung wird rechtzeitig am Sitz der Gesellschaft oder an jedem anderen vom Vorstand bestimmten und in der Einberufung angegebenen Ort hinterlegt.

Der letzte Satz bezieht sich demgemäß auch auf eine Person, die ein Recht auf Nießbrauch oder ein Pfandrecht auf ein oder mehrere Inhaberanteile hat.

In der Versammlungsmittelung wird der letzte Tag der Benachrichtigung des Vorstandes sowie der letzte Tag der Hinterlegung der Erklärung des Mitglieds der Necigef festgesetzt.

Ein Inhaber von Namensanteilen kann bei einer Versammlung der Anteilshaber entweder persönlich auftreten oder einer anderen Person, die kein Anteilshaber der Gesellschaft sein muß und die ein Vorstandsmitglied der Gesellschaft sein darf, eine schriftliche Vollmacht geben.

Ein Besitzer von Inhaberanteilen darf bei einer Versammlung der Anteilshaber nur mittels einer schriftlichen Vollmacht erteilt an eine andere Person, die kein Anteilshaber der Gesellschaft sein muß und die ein Vorstandsmitglied der Gesellschaft sein darf, auftreten.

Eine Person, die das Recht hat der Hauptversammlung beizuwohnen, und die sich anlässlich der Hauptversammlung mittels einer schriftlichen Vollmacht vertreten lassen will muß innerhalb des im obenerwähnten Paragraph (3) Absatz 3 festgelegten Zeitraums eine schriftliche Vollmacht am Gesellschaftssitz hinterlegen.

Die Person, die das Recht hat der Hauptversammlung beizuwohnen, oder deren Bevollmächtigter muß die Anwesenheitsliste vor Beginn der Versammlung unterzeichnen. Diese Anwesenheitsliste ist nicht Bestandteil des Protokolls oder der notariellen Urkunde und wird nicht dem Anteilsinhaber oder einer anderen Person, die das Recht hat der Hauptversammlung beizuwohnen, verfügbar gemacht, es sei denn, daß der Anteilsinhaber oder die Person, die das Recht hat der Hauptversammlung beizuwohnen, nachweist, daß er/sie ein legitimes Interesse besitzt den ordnungsgemäßen Ablauf der Versammlung zu überprüfen.

Auslegungen im Falle von Meinungsverschiedenheiten hinsichtlich der Frage ob ein Anteilsinhaber, eine Person, die das Recht hat der Hauptversammlung beizuwohnen, oder ein Bevollmächtigter berechtigt ist an der Hauptversammlung teilzunehmen und/oder das Stimmrecht auszuüben, sowie sämtliche sonstigen Fragen hinsichtlich des Ablaufs der Versammlung, obliegen dem Vorsitzenden der Versammlung.

Die bei einer Versammlung der Anteilsinhaber verhandelten Angelegenheiten beschränken sich auf die Punkte der Tagesordnung (die alle vom Gesetzgeber vorgeschriebenen Punkte umfassen müssen) sowie damit verbundene Angelegenheiten. Falls die Tagesordnung die Wahl von Vorstands- und Aufsichtsratsmitgliedern beinhaltet, werden die Namen der zur Wahl stehenden Kandidaten in der Tagesordnung aufgeführt.

(4) Jedes Anteil gibt Anrecht auf eine Stimme, nach Maßgabe des luxemburgischen Rechts und der vorliegenden Satzung.

Falls vom Gesetzgeber oder in vorliegender Satzung nicht anders festgelegt, werden die Beschlüsse der Versammlung der Anteilsinhaber mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilsinhaber gefaßt.

Art. 28. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar jedes Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 29. Ausschüttungen. Die Hauptversammlung der Anteilsinhaber darf auf Vorschlag des Vorstands und nach Maßgabe des Gesetzes bestimmen, wie das Ergebnis zu verwenden ist und dürfen von Zeit zu Zeit Ausschüttungen an die Anteilsinhaber beschließen oder den Vorstand zu diesem Beschluß ermächtigen.

Der Vorstand darf die Ausschüttung von Zwischendividenden unter Berücksichtigung geltenden Rechts beschließen.

Zahlungen und Ausschüttungen an Inhaber von Namensanteilen werden diesen Anteilsinhabern an deren Adressen gemäß Anteilbuch übermittelt. Zahlungen und Ausschüttungen an Inhaber von Inhaberanteilen erfolgen durch Verbuchung über Necigef an den bzw. die hierzu von der Gesellschaft bestellten Agenten.

Die Ausschüttungen werden in einer Währung und zu einem Zeitpunkt und Ort vorgenommen, die bzw. der vom Vorstand im Einzelfall bestimmt wird.

Der Vorstand kann beschließen, Stockdividenden an Stelle von Bardividenden auszuzahlen, und dies gemäß Bedingungen, die vom Vorstand festgelegt werden. Eine Ausschüttung, die innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Beschließung nicht beansprucht worden ist, verfällt und wird der Gesellschaft wieder zugeführt.

Es werden keine Zinsen auf Ausschüttungen gezahlt, die von der Gesellschaft beschlossen und von ihr für den Berechtigten verwahrt werden.

Titel V. - Abschließende Bestimmungen

Art. 30. Depotbank. Nach Maßgabe des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor muß die Gesellschaft in dem vom Gesetz vorgeschriebenen Maße einen Depotbankvertrag mit einer Bank- oder Spareinrichtung (in vorliegender Satzung als «die Depotbank» bezeichnet) abschließen.

Die Depotbank nimmt alle im Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen genannten Pflichten und Aufgaben wahr.

Falls die Depotbank sich aus der Geschäftsbeziehung zurückziehen möchte, so muß der Vorstand sich nach bestem Wissen und Gewissen darum bemühen, innerhalb von zwei Monaten nach diesem Rückzug der Depotbank einen Nachfolger zu finden. Der Vorstand kann die Geschäftsbeziehung mit der Depotbank auflösen, darf die Depotbank jedoch nicht aus ihrem Amt entlassen, bevor nicht ein Nachfolger bestimmt worden ist, der an die Stelle der früheren Depotbank tritt und deren Aufgaben übernimmt.

Art. 31. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluß der Hauptversammlung aufgelöst werden, unter der Voraussetzung, daß die in Artikel 33 der vorliegenden Satzung genannte Beschlußfähigkeit und die dortselbst angeführte Stimmenmehrheit erreicht wird.

Wenn der Inventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des in Artikel 5 der vorliegenden Satzung genannten Mindestkapitals sinkt, muß der Vorstand der Hauptversammlung der Anteilsinhaber die Frage nach einer Auflösung der Gesellschaft unterbreiten. Die Hauptversammlung, für die keine Beschlußfähigkeit erforderlich ist, beschließt durch einfache Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilsinhaber.

Die Frage nach der Auflösung der Gesellschaft muß der Hauptversammlung auch dann gestellt werden, wenn der Inventarwert der Gesellschaft unter ein Viertel des in Artikel 5 der vorliegenden Satzung genannten Mindestkapitals sinkt; in diesem Falle wird die Hauptversammlung ohne irgendwelche Beschlußfähigkeitsanforderungen abgehalten und die Auflösung kann mit den Stimmen eines Viertels der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteilsinhabern beschlossen werden.

Je nach Fall muß die Versammlung so einberufen werden, daß sie innerhalb einer Frist von vierzig Tagen nach der Feststellung, daß das Vermögen der Gesellschaft unter zwei Drittel beziehungsweise unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals gesunken ist, abgehalten wird.

Art. 32. Liquidation. Die Liquidation wird von einem oder mehreren Liquidatoren, welche natürliche Personen oder gesetzliche Einrichtungen sein können, die von der Hauptversammlung der Anteilhaber ernannt werden, durchgeführt. Die Hauptversammlung der Anteilhaber legt die Befugnisse und die Entlohnung der Liquidatoren fest.

Die Liquidation wird gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen durchgeführt.

Vermögenswerte, die am Tage des Abschlusses der Abwicklung der Gesellschaft nicht an die rechtmäßigen Eigentümer übergeben werden konnten, werden der «Caisse des Consignations» (Konsignationskasse) gezahlt, wo sie für die Anspruchsberechtigten verwahrt werden.

Art. 33. Abänderungen der Gesellschaftssatzung. Vorliegende Satzung darf von einer Hauptversammlung der Anteilhaber abgeändert werden, falls die Beschlußfähigkeit und Stimmenmehrheit gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in dessen abgeändert er Form, erreicht wird.

Art. 34. Anwendbares Recht. Für alle Fragen und Punkte, die nicht der vorliegenden Satzung unterliegen, gelten die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften sowie das Gesetz vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen, gegebenenfalls in deren abgeänderter Form.

3) L'assemblée a décidé de transférer les bureau et le siège de la société à L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans avec effet immédiat.

4) L'assemblée a décidé de nommer les personnes suivantes comme membres du conseil d'administration de la société jusqu'au 31 décembre 1996:

- MEESPIERSON TRUST (LUXEMBOURG) S.A., une société luxembourgeoise;
- Madame Helga Zult, Administrateur de MEESPIERSON (LUXEMBOURG) S.A.;
- Monsieur Servaas L.M. Houtakkers, Administrateur de MEESPIERSON (LUXEMBOURG) S.A..

5) L'assemblée a décidé de nommer les personnes suivantes comme membres du conseil d'administration de la société à partir du 31 décembre 1996:

- HENRY HOPE BEHEER B.V., Herengracht 548, NL-1017 CG Amsterdam, Pays-Bas;
- le Professeur F.J. Ballendux, Administrateur de MEESPIERSON CAPITAL MANAGEMENT B.V., Amsterdam, Pays-Bas;
- le Baron C.W. van Boetzelaer van Oosterhout, Administrateur-Délégué de MEESPIERSON N.V., Amsterdam, Pays-Bas.

6) L'assemblée a décidé d'autoriser le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière à MEESPIERSON TRUST (LUXEMBOURG) S.A. jusqu'au 31 décembre 1996 et à HENRY HOPE BEHEER B.V. à partir du 31 décembre 1996.

7) L'assemblée a décidé de nommer KPMG AUDIT, 31 allée Scheffer, Luxembourg, en qualité de commissaire aux comptes de la société, et que son mandat expirera immédiatement après l'assemblée annuelle à tenir en mai 1997.

8) L'assemblée a décidé d'incorporer dans la mesure du possible les actions au porteur dans une action «globale».

9) L'assemblée a décidé d'octroyer entière décharge à l'administrateur délégué démissionnaire, aux administrateurs démissionnaires et aux comptables démissionnaires pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

10) L'assemblée a décidé de retirer TOKYO PACIFIC HOLDINGS N.V. de la cotation aux bourses de Düsseldorf et de Francfort.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dans la version française, c'est le texte allemand en ce qui concerne les statuts de la société tels que modifiés qui fera foi.

Signé: M. Watté-Bollen, M. Elter.

Enregistré à Luxembourg, le 13 septembre 1996, vol. 93S, fol. 23, case 10. – Reçu 50.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 1996.

M. Elter.

(33039/210/1608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 1996.

CHEQUE-REPAS LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 31.382.

Le bilan et l'annexe au 31 août 1995, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 19 août 1996, vol. 483, fol. 77, case 2, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 1996.

Signature.

(30120/534/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

**SODETIM S.A.H., SOCIETE D'ETUDES ET D'INVESTISSEMENT AU MAROC S.A.H.,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1635 Luxembourg, 4, allée L. Goebel.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-neuf juillet.
Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Alexandre Claessens, économiste, demeurant à Londres;
- 2) La société CAMBRIDGE INTERNATIONAL, S.à r.l., avec siège à L-1635 Luxembourg.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme holding qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme holding sous la dénomination de SOCIETE D'ETUDES ET D'INVESTISSEMENT AU MAROC S.A.H., en abrégé SODETIM S.A.H.

Cette société aura son siège à Luxembourg. Sa durée est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'alinéation par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut également acquérir et mettre en valeur toutes marques de fabrique ainsi que tous brevets et autres droits dérivant de ces brevets ou pouvant les compléter, participer à la constitution, au développement, à la transformation et au contrôle de toutes sociétés, le tout en restant dans les limites de la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf sur les sociétés holding.

Art. 3. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) francs, divisé en vingt (20) actions de soixante-deux mille cinq cents (62.500,-) francs chacune.

Souscription du capital

Le capital social a été souscrit comme suit:

1) La société CAMBRIDGE INTERNATIONAL, S.à r.l., préqualifiée	19 actions
2) Monsieur Alexander Claessens, préqualifié	<u>1 action</u>
Total:	20 actions

Toutes les actions ont été intégralement libérées à concurrence d'un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,-) francs par des versements en espèces, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,-) se trouve dès à présent à la disposition de la nouvelle société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Toutes les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi.

La société peut racheter ses propres actions avec l'autorisation de l'assemblée générale suivant les conditions fixées par la loi.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

La durée de leur mandat est de six ans. Les administrateurs sont rééligibles.

Art. 5. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex et téléfax, étant admis. Ses décisions sont prises à la majorité des voix.

Art. 6. L'assemblée générale et/ou le Conseil d'administration peuvent déléguer leurs pouvoirs à un administrateur, directeur, gérant ou autre agent.

La société se trouve engagée, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature collective de deux administrateurs.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans. Ils sont rééligibles.

Art. 8. Avec l'approbation du ou des commissaires et suivant les conditions prévues par la Loi, le Conseil d'Administration pourra procéder à des versements d'acomptes sur dividendes.

Art. 9. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 1997.

Art. 10. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net. Tout actionnaire a le droit de prendre part aux délibérations de l'assemblée, en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le premier vendredi du mois de mai à 10.00 heures et pour la première fois en 1997.

Art. 12. La loi du dix août mil neuf cent quinze et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de quarante mille francs.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont, à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2.- Sont nommés administrateurs:
 - a) Monsieur William Curran, comptable, demeurant à Londres,
 - b) Monsieur Philip O'Donoghue, comptable, demeurant à Londres,
 - c) Monsieur Alexandre Claessens, économiste, demeurant à Londres.
3. Est nommé comme administrateur-délégué, Monsieur Alexandre Claessens, avec pouvoir de signature individuelle. La société se trouve engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.
4. Est appelée aux fonctions de commissaire:
La société COMPTABILITY SPELTZ avec siège à Luxembourg.
5. Le siège social de la société est fixé à L-1635 Luxembourg, 4, allée Léopold Goebel.
Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire.
Après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec le notaire le présent acte.
Signé: A. Claessens, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 5 août 1996, vol. 826, fol. 50, case 11. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 7 août 1996.

G. d'Huart.

(30100/207/95) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

TOITURE ERIC CORVINA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4950 Bascharage, 5, rue Michel Klein.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le dix-neuf juillet.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

A comparu:

Monsieur Eric Corvina, maître-couvreur, demeurant à Bascharage.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'acter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de TOITURE ERIC CORVINA, S.à r.l.

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Bascharage. Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des gérants.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de couvreur, de montage et de location d'échafaudages, de ramonage, ainsi que toutes opérations en rapport avec l'objet social ou susceptibles de le favoriser.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée, à partir de ce jour.

L'année sociale coïncide avec l'année civile, sauf pour le premier exercice.

Art. 5. Le capital social entièrement libéré est fixé à cinq cent mille (500.000,-) francs, divisé en cinq cents parts sociales de mille (1.000,-) francs chacune.

Le capital social a été souscrit par le comparant.

La somme de cinq cent mille (500.000,-) francs se trouve à la disposition de la société, ce qui est reconnu par le comparant.

Art. 6. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, salariés ou gratuits, sans limitation de durée.

Le comparant respectivement les futurs associés ainsi que le ou les gérants peuvent nommer d'un accord unanime un ou plusieurs mandataires spéciaux ou fondés de pouvoir, lesquels peuvent engager seuls la société.

Art. 7. Les héritiers et créanciers du comparant ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ou de sa gérance.

Art. 8. La dissolution de la société doit être décidée dans les formes et conditions de la loi. Après la dissolution, la liquidation en sera faite par le gérant.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Les frais incombant à la société pour sa constitution sont estimés à trente-cinq mille francs.

Gérance

La comparante a pris les décisions suivantes:

1. Est nommé gérant:

Monsieur Eric Corvina, préqualifié.

2. La société est valablement engagée par la seule signature du gérant.

3. Le siège social de la société est fixé à L-4950 Bascharage, 5, rue Michel Klein.

Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: E. Corvina, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 2 août 1996, vol. 826, fol. 46, case 11. – Reçu 5.000 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 6 août 1996.

G. d'Huart.

(30101/207/51) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

TULIPE IMMOBILIERE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le six août.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue dûment empêché, Maître Camille Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

1.- PENTA HOLDING S.A., ayant son siège à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, ici représentée par Madame Luisella Moreschi, licenciée en sciences économiques et financières, demeurant à Brouch/Mersch,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Luxembourg, le 5 août 1996, laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement;

2.- INTERNATIONAL VECO SERVICES S.A., ayant son siège à Luxembourg, ici représentée par son administrateur-délégué, Madame Luisella Moreschi, prénommée.

Lesquels comparants, représentés comme il est dit, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination de TULIPE IMMOBILIERE, S.à r.l.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 3. La société a pour objet l'acquisition, la vente et la mise en valeur d'immeubles, ainsi que toutes opérations commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement, en tout ou en partie à son objet social ou pouvant en faciliter la réalisation ou l'extension, que ce soit au Grand-Duché de Luxembourg ou ailleurs dans le monde.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à cinq cent mille francs (Frs 500.000,-), divisé en cinq cents (500) parts sociales de mille francs (Frs 1.000,-) chacune.

Ces parts ont été souscrites et libérées comme suit:

1.- PENTA HOLDING S.A., quatre cent quatre-vingt-dix-neuf parts sociales	499
2.- INTERNATIONAL VECO SERVICES S.A., prédésignée, une part sociale	1
Total: cinq cents parts sociales	500

La somme de cinq cent mille francs (Frs 500.000,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre les associés ou leurs héritiers.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de transmission de parts pour cause de mort, les associés se soumettent aux dispositions de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

De même pour l'évaluation des parts sociales en cas de cession, les associés se soumettent à l'article 189 précité.

Art. 7. La société est administrée par un ou plusieurs gérants. La société est valablement engagée par la signature du ou des gérants.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès, la faillite ou la déconfiture d'un des associés. En cas de décès d'un des associés, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers légaux de l'associé décédé. La société ne reconnaît cependant qu'un seul propriétaire par part sociale et les copropriétaires d'une part devront désigner l'un d'eux pour les représenter au regard de la société.

Art. 9. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 10. En cas de dénonciation, la société sera dissoute conformément aux prescriptions légales.

Art. 11. Pour tous les points qui ne sont pas réglementés par les statuts, les associés se soumettent à la législation en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 1996.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de trente mille francs luxembourgeois (LUF 30.000,-).

Résolutions

Et à l'instant les associés réunis en assemblée générale extraordinaire ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des gérants est fixé à un.

Deuxième résolution

Est nommée gérante de la société pour une durée indéterminée:

Madame Luisella Moreschi, prénommée.

La société sera valablement engagée par la signature de la gérante.

Troisième résolution

Le siège social est fixé à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentifs les comparants au fait que l'exploitation du commerce prévu dans le présent acte requiert l'attribution d'une autorisation d'établissement.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue connue à la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, la comparante a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: L. Moreschi, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 13 août 1996, vol. 92S, fol. 79, case 3. – Reçu 5.000 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 1996.

C. Hellinckx.

(30102/215/89) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

ABICI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 54.916.

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue en date du 9 mai 1996 que conformément à l'autorisation qui lui a été accordée par l'assemblée générale ordinaire en date du 9 mai 1996, Monsieur Gianluigi Ferrario a été nommé administrateur-délégué de la Société, avec tous les pouvoirs pour engager la Société sous sa seule signature pour toutes affaires de gestion courante et journalière.

Luxembourg, le 20 août 1996.

Pour extrait conforme

G. Ferrario

Administrateur-délégué

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 1996, vol. 483, fol. 87, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30103/273/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

AKTIA FUND MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 38.642.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 20 août 1996, vol. 483, fol. 80, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 1996.

(30106/005/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

AKTIA FUND MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 38.642.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire tenue anticipativement en date du 22 février 1996

En date du 22 février 1996, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires a décidé:

- de reporter le résultat de l'exercice après avoir distribué, en date du 22 avril 1996, un dividende de LUF 6.600.000 aux actionnaires de la société;
- de ratifier la démission, datée du 6 octobre 1995, de M. Leif Rex en tant qu'administrateur de la Société;
- d'élire, sous réserve de l'agrément de l'Institut Monétaire Luxembourgeois, M. Thierry Logier en tant qu'Administrateur de la société en remplacement de M. Fabrice Toussaint, démissionnaire;
- d'élire, sous réserve de l'agrément de l'Institut Monétaire Luxembourgeois, MM. Eero Artto, Christoffer Grönholm, Gösta Raholm et Jarmo Tammenmaa en tant qu'Administrateurs de la société pour un mandat d'un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Annuelle en 1997;
- de réélire, en qualité d'Administrateurs, pour un mandat d'un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 1997, MM. Peter Störsjö, Henry Wiklund, Mikael Ingberg et Mikael Westerlund;
- de réélire COOPERS & LYBRAND Luxembourg en qualité de Commissaire aux Comptes pour un mandat d'un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 1997.

Luxembourg, le 7 juillet 1996.

Pour extrait sincère et conforme
Le Conseil d'Administration

Enregistré à Luxembourg, le 20 août 1996, vol. 483, fol. 80, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30107/005/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

AFRICAN INVESTMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 52.425.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 67, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 1996.

Pour AFRICAN INVESTMENT COMPANY S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme

S. Wallers J.-M. Schiltz

(30104/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

AGRINDUS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 21.186.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 68, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 1996.

Pour AGRINDUS S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme

S. Wallers J.-M. Schiltz

(30105/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

ARROW, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 5.594.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 68, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 1996.

Pour ARROW S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme

S. Wallers J.-M. Schiltz

(30109/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

ASTURIAS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 38.643.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 20 août 1996, vol. 483, fol. 79, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 1996.

R. P. Pels.

(30110/784/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

ATLANTIQUE FUTUR GESTION, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 45.674.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 20 août 1996, vol. 483, fol. 80, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 1996.

(30111/005/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

ATLANTIQUE FUTUR GESTION, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 45.674.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 mai 1996
de la Société mentionnée sous rubrique*

En date du 7 mai 1996, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de reporter le résultat de l'exercice 1995;
- de ratifier la démission, datée du 15 février 1996, de M. Jean Sebeyran en tant qu'Administrateur de la SICAV;
- de réélire MM. Gérard Cancelier, Olivier Champagne, Olivier Maumus, Dominique Mourocq et CARR ASSET MANAGEMENT Inc., représentée par M. Didier Varlet, en qualité d'Administrateurs pour un mandat d'un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 1997;
- de réélire PRICE WATERHOUSE, Luxembourg en qualité de Réviseur d'Entreprises pour un mandat d'un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 1997.

Luxembourg, le 8 mai 1996.

Pour extrait sincère et conforme
Le Conseil d'Administration

Enregistré à Luxembourg, le 20 août 1996, vol. 483, fol. 80, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30112/005/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

BATEMAN & PARTNERS S.A., Société de participations financières.

Siège social: Luxembourg.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-deux juillet.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

A comparu:

Monsieur Jean Hoffmann, conseil fiscal, demeurant à Luxembourg, agissant au nom et pour le compte du Conseil d'Administration de la société de participations financières BATEMAN & PARTNERS S.A., ayant son siège social à Luxembourg, en vertu d'une résolution prise par ledit Conseil le 11 juillet 1996 et dont une copie certifiée conforme restera annexée au présent acte.

Lequel comparant a déclaré et a prié le notaire d'acter ce qui suit:

I.

La société de participations financières BATEMAN & PARTNERS a été constituée sous forme d'une société anonyme holding suivant acte documenté par le notaire Edmond Schroeder, de résidence à Mersch, en date du 1^{er} août 1994, publié au Mémorial C, n° 464 du 17 novembre 1994.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois, suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 5 juin 1996, en voie de publication.

II.

Ladite société BATEMAN & PARTNERS, société de participations financières, a un capital social de deux milliards sept cent trente-huit millions trois cent quatre-vingt-huit mille liras italiennes (ITL 2.738.388.000,-), représenté par 684.597 actions de quatre mille liras italiennes (ITL 4.000,-) chacune, entièrement libérées en espèces.

Suivant article trois des statuts de la société, le capital autorisé a été fixé à ITL 25.000.000.000,-, représenté par 6.250.000 actions de quatre mille (ITL 4.000,-) de liras italiennes chacune.

Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions, sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de publication des statuts mais peut être confirmée par une assemblée générale extraordinaire quant aux actions non encore émises à la fin de cette période, à concurrence du capital autorisé.

Le Conseil décide de libérer une tranche de capital de ITL 17.261.612.000,- pour le porter de son montant actuel de ITL 2.738.388.000,- à ITL 20.000.000.000,-, par la création et l'émission de 4.315.403 actions nouvelles de ITL 4.000,- chacune.

L'augmentation a lieu par conversion des créances suivantes en capital:

- Pierdomenico Colomban	ITL	45.000.000,-
- TRUMACO INTERNATIONAL Inc.	ITL	1.638.200.000,-
- Massimo Colomban	ITL	6.528.228.000,-
- FORTUNE ENTERPRISES Ltd.	ITL	8.970.000.000,-
- GENNAKER HOLDING S.A.	ITL	80.184.000,-

La réalité desdites créances servant à l'augmentation de capital a fait l'objet d'un rapport du réviseur FIDUCIAIRE DEBELUX, annexé au présent acte et qui arrive à la conclusion suivante: ...; nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'apport qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.»

III.

En vertu du pouvoir lui conféré, le Conseil d'Administration décide d'augmenter le capital de ITL 17.261.612.000,- à ITL 20.000.000.000,- par la création et l'émission de 4.315.403 actions nouvelles d'une valeur nominale de quatre mille (ITL 4.000,-) liras chacune.

Les nouvelles actions ont les mêmes droits et avantages que les anciennes actions.

IV.

A la suite de l'augmentation de capital qui précède, l'article 3 des statuts est remplacé par le texte suivant:

«Le capital souscrit est fixé à vingt milliards de liras italiennes (ITL 20.000.000.000,-), représenté par cinq millions (5.000.000) d'actions, d'une valeur nominale de quatre mille liras italiennes (ITL 4.000,-) chacune.»

Estimation

Pour les besoins de l'enregistrement, l'augmentation de capital est estimée à cinquante-cinq millions sept cent vingt-six mille deux cents (55.726.200,-) francs.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges qui incomberont à la société à la suite de l'augmentation de capital qui précède, sont estimés à environ cent vingt mille francs.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: J. Hoffmann, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 6 août 1996, vol. 826, fol. 53, case 9. – Reçu 3.511.875 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 7 août 1996.

G. d'Huart.

(30116/207/69) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

BANQUE COGEB A - GONET S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, Airport Center, 5, Heienhaff.

R. C. Luxembourg B 33.590.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 11 juin 1996 que ERNST & YOUNG, Luxembourg ont été désignés comme réviseur d'entreprises en remplacement de FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 14 août 1996.

BANQUE COGEB A - GONET S.A.

C. Rabert

L. Ernster

Administrateur-Délégué

Directeur Administratif

Enregistré à Luxembourg, le 20 août 1996, vol. 483, fol. 81, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30114/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

AUTOMOTIVE ENGINEERING HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 18.364.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 67, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 1996.

Pour AUTOMOTIVE ENGINEERING HOLDING S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme

S. Wallers J.-M. Schiltz

(30113/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

BARBEANO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 38.776.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 67, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 1996.

Pour BARBEANO S.A.
Société Anonyme
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme

S. Wallers J.-M. Schiltz

(30115/006/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

BAUSPARKASSE WÜSTENROT, G.m.b.H., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Siège social: D-71630 Ludwigsburg.
Succursale: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 15.991.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 1996, vol. 481, fol. 68, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 1996.

BAUSPARKASSE WÜSTENROT
V. Feldhusen
Directeur

(30117/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

BERNEX DEVELOPPEMENT, Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 33.827.

A la suite de l'assemblée générale statutaire du 18 mars 1996, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

MM. Benoît Rosart, administrateur de sociétés, Namur;

Dirk Van Reeth, licencié en droit, Olm;

Guy Fasbender, employé privé, Vlessart;

Henri Coart, administrateur de sociétés, Uccle;

Michel Alloo, directeur financier, Wezembeek-Oppem.

Commissaire aux comptes

LUXREVISION, S.à r.l., Luxembourg

Luxembourg, le 30 mai 1996.

Pour BERNEX DEVELOPPEMENT
CREGELUX
Crédit Général du Luxembourg
Société Anonyme
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 5 août 1996, vol. 483, fol. 34, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30118/029/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

CHANNEL ESTATES, Société Anonyme.

Siège social: L-2015 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 23.206.

Après l'assemblée générale du 17 avril 1996, la composition du conseil d'administration est la suivante:

- Maître Pierre Berna, avocat, demeurant à Luxembourg;
- Madame Linda Rudewig, licenciée en lettres, demeurant à Rippig;
- Madame Chantal Leclerc, employée privée, demeurant à Rodemack.

Le mandat des administrateurs ainsi nommés expirera lors de l'assemblée générale de l'an 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CHANNEL ESTATES

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 20 août 1996, vol. 483, fol. 81, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30119/255/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

CHICAGO FUTURES GESTION, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 37.989.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 20 août 1996, vol. 483, fol. 80, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 1996.

(30121/005/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

CHICAGO FUTURES GESTION, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 37.989.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 mai 1996 de la Société mentionnée sous rubrique

En date du 7 mai 1996, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de reporter le résultat de l'exercice 1995;
- de ratifier la démission, datée du 15 février 1996, de M. Jean Sebeyran en tant qu'Administrateur de la SICAV;
- de réélire Mme Edith Jousseume, CARR ASSET MANAGEMENT Inc., représentée par M. Didier Varlet, ainsi que MM. Tony Bourbon, Gérard Cancelier et Pierre Delandmeter, en qualité d'Administrateurs pour un mandat d'un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 1997;
- de réélire PRICE WATERHOUSE, Luxembourg en qualité de Réviseur d'Entreprises pour un mandat d'un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 1997.

Luxembourg, le 8 mai 1996.

Pour extrait sincère et conforme

Le Conseil d'Administration

Enregistré à Luxembourg, le 20 août 1996, vol. 483, fol. 80, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30122/005/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

**CAGEMO S.A., COMPAGNIE D'ADMINISTRATION ET DE GESTION MOBILIERE,
Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 10.466.

DISSOLUTION

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le onze juillet.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

Monsieur Claude Schmitz, conseil fiscal, demeurant à Sandweiler,
agissant en sa qualité de mandataire spécial de Monsieur Yesu Kitenge, administrateur de sociétés, demeurant à Kinshasa 1, B.P. 8733, République du Zaïre,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 10 novembre 1995.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexée au présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter:

- que la société CAGEMO S.A., ayant son siège social à Luxembourg, a été constituée suivant acte notarié, en date du 9 novembre 1972, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 205 du 18 décembre

1972 et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte notarié en date du 14 septembre 1979, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 281 du 30 novembre 1979;

- que le capital social de la société CAGEMO S.A. s'élève actuellement à deux millions quatre cent mille francs belges (2.400.000,- BEF), représenté par mille deux cents (1.200) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées;

- que Monsieur Yesu Kitenge, étant devenu seul propriétaire des mille deux cents (1.200) actions dont il s'agit, a décidé de dissoudre et de liquider la société anonyme CAGEMO S.A., celle-ci ayant cessé toute activité;

- que Monsieur Yesu Kitenge, agissant en sa qualité de liquidateur de la société CAGEMO S.A. en tant qu'actionnaire unique, déclare que tout le passif de la société a été apuré et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux éventuellement subsistants;

- que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes, pour l'exercice de leurs mandats respectifs;

- que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq ans au siège social de la société à Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

Et à l'instant, il a été procédé à l'annulation par lacération des seize certificats d'actions au porteur représentatifs du capital social.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 16 août 1996.

G. Lecuit.

(30125/220/40) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

COMPAGNIE FINANCIERE DU SPHINX, Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 49.930.

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 28 novembre 1995 que le conseil d'administration se compose comme suit:

MM. Jérôme Flahault, administrateur de sociétés, demeurant à Marcy l'Etoile (France), président du conseil d'administration;

Ulf Martinsen, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg, administrateur;

Erik Nordström, administrateur de sociétés, demeurant à Schrassig, administrateur.

Luxembourg, le 31 juillet 1996.

Pour la société

WEBER & BONTEMPS, Société civile

Enregistré à Luxembourg, le 20 août 1996, vol. 483, fol. 81, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30127/592/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

C.M. EXPLORATION LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 74, rue Ermesinde.

R. C. Luxembourg B 46.467.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la société tenue extraordinairement le 13 mai 1996

Première résolution

L'assemblée générale accepte la démission de R.D. McGaw, Sylvie McGaw et de Pascale Poublon en tant qu'administrateurs de la société.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de nommer M. Richard Turner, demeurant à Howald, aux fonctions d'administrateur de la société pour une période de trois ans.

Troisième résolution

L'assemblée générale accepte la démission de la société GENERAL TRUST COMPANY (GTC) S.C. en tant que commissaire aux comptes et décide de nommer en son remplacement, M. John A. Geddes, demeurant à B-1000 Bruxelles, 16, place Rouppe. Le nouveau commissaire terminera le mandat de son prédécesseur.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 1996, vol. 483, fol. 85, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30123/000/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

C.M. EXPLORATION LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1363 Howald, 28, rue du Couvent.
R. C. Luxembourg B 46.467.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration et la société tenue en date du 14 mai 1996

A partir du 14 mai 1996, le siège social de la société est établi à L-1363 Howald, 28, rue du Couvent.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 1996, vol. 483, fol. 85, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30124/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

C.E.F. S.A., CIE EUROPEENNE DE FINANCEMENT Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 1.860.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 67, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 1996.

Pour C.E.F. S.A. CIE EUROPEENNE

DE FINANCEMENT

Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers

J.-M. Schiltz

(30126/006/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

DOMICILIA, GmbH, Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-3429 Dudelange, 169, rue de Burange.
H. R. Luxemburg B 33.082.

Im Jahre eintausendneuhundertfünfundneunzig, am fünften August.

Vor dem unterzeichneten Notar Alphonse Lentz, mit Amtssitz in Remich.

Sind erschienen:

- 1) Herr Andreas Muller, Verputzer, wohnhaft in D-66763 Dillingen, Brunnenstrasse 3;
- 2) Herr Calogero Gangarossa, Geschäftsmann, wohnhaft in D-66763 Dillingen, Brunnenstrasse 1.

Die Erschienenen ersuchten den amtierenden Notar, folgendes zu beurkunden:

Der vorgenannte Komparent Calogero Gangarossa ist Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung DOMICILIA, GmbH, gegründet unter dem Namen GIPS UND PUTZ, GmbH, mit Sitz in L-5533 Remich, gemäss Urkunde, aufgenommen durch Notar Tom Metzler mit Amtssitz in Luxemburg-Bonneweg am 14. Februar 1990, veröffentlicht im Recueil Spécial des Sociétés et Associations du Mémorial C, Nummer 307 vom 1. September 1990, mit einem Gesellschaftskapital von fünfhunderttausend Franken (500.000,- LUF), eingeteilt in fünfhundert Anteile (500) zu je eintausend Franken (1.000,- LUF), vollständig eingezahlt, und bisher gehalten von:

1) Frau Cornelia Elisabeth Knappik, geborene Materla, Hausfrau, wohnhaft in D-66763 Dillingen, Leipziger Ring 9, vierhundertfünfundneunzig Anteile	495
2) Herrn Calogero Gangarossa, Geschäftsmann, wohnhaft in D-66763 Dillingen, Brunnenstrasse 1, fünf Anteile	5
Total: fünfhundert Anteile	500

Als dann erklären die Erschienenen, Frau Cornelia Elisabeth Knappik, vorgenannt, ihre vierhundertfünfundneunzig Anteile (495) und Herr Calogero Gangarossa seine fünf Anteile (5) an Herrn Andreas Muller, vorgenannt, mit Wirkung auf den 1. Mai 1995, abtreten zu haben, welcher hier anwesend dies annimmt.

Infolge der vorerwähnten Ereignisse ist Artikel 6 der Satzung abgeändert und lautet nunmehr wie folgt:

«**Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt fünfhunderttausend Franken (500.000,- LUF), eingeteilt in fünfhundert Anteile (500) von je eintausend Franken (1.000,- LUF), vollständig eingezahlt, welche gezeichnet sind durch Herrn Andreas Muller, Verputzer, wohnhaft in D-66763 Dillingen, Brunnenstrasse 3.»

Diese Abtretungen werden durch den anwesenden Geschäftsführer, Herrn Calogero Gangarossa, vorgenannt, im Namen der Gesellschaft angenommen.

Herr Calogero Gangarossa, vorgenannt, tritt mit sofortiger Wirkung als Geschäftsführer zurück und erhält Entlastung für seine Tätigkeit.

Zum neuen Geschäftsführer wird Herr Andreas Muller, Verputzer, wohnhaft in D-66763 Dillingen, Brunnenstrasse 3, ernannt, der hier anwesend dies annimmt.

Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers verpflichtet.

Weiterhin beschliesst der alleinige Gesellschafter Andreas Muller, vorgeannt, den Gesellschaftssitz von Remich nach L-3429 Düdelingen, 169, rue de Burange, zu verlegen.

Infolge dessen lautet Absatz 1 von Artikel 3 der Satzung ab heute wie folgt:

«**Art. 3. Absatz 1.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Düdelingen.»

Worüber Urkunde, aufgenommen in Remich, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung von allem Vorstehenden an die Erschienenen, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. Muller, C. Gangarossa, A. Lentz.

Enregistré à Remich, le 12 août 1996, vol. 458, fol. 94, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): P. Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 21 août 1996.

A. Lentz.

(30141/221/51) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

DOMICILIA, GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3429 Dudelange, 169, rue de Burange.

R. C. Luxembourg B 33.082.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 21 août 1996.

A. Lentz.

(30142/221/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PLACEMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

DISSOLUTION

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-cinq juillet.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

A comparu:

La société CROMWELL HOLDING S.A., avec siège à L-2133 Luxembourg, 17, rue Nic. Martha, représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Georges Brimeyer, employé privé, demeurant à Fentange.

Lequel comparant a prié le notaire d'acter:

- qu'il existe avec siège social à Luxembourg, une société anonyme sous la dénomination de COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PLACEMENTS S.A., constituée par acte du notaire Hyacinthe Glaesener, alors de résidence à Luxembourg, en date du 2 juin 1978, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 180 du 24 août 1978, au capital de deux cent mille francs français (FF 200.000,-);

- que les statuts ont été modifiés suivant acte notarié du 22 mars 1982, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 139 du 25 juin 1982, et le capital augmenté jusqu'à concurrence de trois cent six mille francs français, représenté par trois cent dix actions (310) sans désignation de valeur nominale;

- que la totalité des trois cent dix actions sans valeur nominale de la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PLACEMENTS S.A., ont été réunies entre les mains de la société CROMWELL HOLDING S.A., Société Anonyme, préqualifiée, ainsi qu'il résulte du registre actionnaires de la société, présenté au notaire;

- que la société CROMWELL HOLDING S.A., préqualifiée, actionnaire unique déclare expressément procéder à la dissolution de la société anonyme COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PLACEMENTS S.A., décharge pleine et entière étant accordée aux membres du conseil d'administration et au commissaire aux comptes de la société;

- que la société CROMWELL HOLDING S.A., Société Anonyme, préqualifiée, déclare en outre que la liquidation de la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PLACEMENTS S.A. a été achevée et que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés pendant la durée légale de cinq ans à son ancien siège social.

Sur ce, le comparant a présenté au notaire instrumentant pour vérification, le registre des actions nominatives de la société qui a été immédiatement oblitéré par le notaire.

Frais

Les frais du présent acte sont estimés à la somme de quinze mille francs.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite au comparant, celui-ci a signé la présente minute avec le notaire instrumentant.

Signé: G. Brimeyer, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 2 août 1996, vol. 826, fol. 47, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 7 août 1996.

G. d'Huart.

(30128/207/41) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

COMPANIA ARGENTINA DE REPRESENTACIONES Y AGENCIAS, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 20.872.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 67, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 1996.

*Pour COMPANIA ARGENTINA DE
REPRESENTACIONES Y AGENCIAS
Société Anonyme*

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme

S. Wallers J.-M. Schiltz

(30134/006/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

CONSTRUCTION DARMA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 46.336.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 67, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 1996.

*Pour CONSTRUCTION DARMA
HOLDING S.A., Société Anonyme*

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme

S. Wallers J.-M. Schiltz

(30135/006/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

EIKASIA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.
R. C. Luxembourg B 42.442.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 mai 1996

Conseil d'Administration

MM. Armand Distave, conseiller économique et fiscal, demeurant à Luxembourg;

Raymond Le Lourec, conseil fiscal, demeurant à Luxembourg;

François Peusch, réviseur d'entreprises, demeurant à Luxembourg.

Commissaire aux comptes

LUX-AUDIT S.A., avec siège 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

Les mandats viendront à expiration à la clôture de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra à la date prévue dans les statuts.

Luxembourg, le 7 mai 1996.

Pour extrait conforme
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 20 août 1996, vol. 483, fol. 81, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30143/503/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

COMPAGNIE RAKASY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 30.888.

Le bilan au 31 décembre 1991, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 67, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 1996.

*Pour COMPAGNIE RAKASY S.A.
Société Anonyme*

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme

S. Wallers J.-M. Schiltz

(30129/006/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

COMPAGNIE RAKASY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 30.888.

Le bilan au 31 décembre 1992, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 67, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 août 1996.

Pour COMPAGNIE RAKASY S.A.

Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers J.-M. Schiltz

(30130/006/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

COMPAGNIE RAKASY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 30.888.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 67, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 août 1996.

Pour COMPAGNIE RAKASY S.A.

Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers J.-M. Schiltz

(30131/006/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

COMPAGNIE RAKASY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 30.888.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 67, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 août 1996.

Pour COMPAGNIE RAKASY S.A.

Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers J.-M. Schiltz

(30132/006/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

COMPAGNIE RAKASY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 30.888.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 67, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 août 1996.

Pour COMPAGNIE RAKASY S.A.

Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers J.-M. Schiltz

(30133/006/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

GROUPE MC COMMUNICATION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 11, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 45.669.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 21 août 1996, vol. 483, fol. 84, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour GROUPE MC COMMUNICATION, S.à r.l.

(30161/720/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

GROUPE MC COMMUNICATION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 5, avenue du Bois.
R. C. Luxembourg B 45.669.

Décision de l'associé unique quant au transfert de siège

Monsieur Mourad Mecheri, demeurant à F-Tucquegnieux, Lot Bois La Dame 1, associé unique et gérant de la société GROUPE MC COMMUNICATION, S.à r.l., décide de transférer le siège social de ladite société à l'adresse suivante: avenue du Bois à L-1251 Luxembourg.

Cette décision est prise avec effet immédiat.

Fait à Luxembourg, le 29 juillet 1996.

GROUPE MC COMMUNICATION, S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 1996, vol. 483, fol. 84, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Releveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30162/720/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

DAI NIPPON INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 12.475.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1996, vol. 483, fol. 67, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 1996.

Pour DAI NIPPON INTERNATIONAL S.A.

Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers

J.-M. Schiltz

(30136/006/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

DECO 5 S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme DECO 5 S.A., tenue à son siège social à Luxembourg, en date du 17 avril 1996, que:

1. Les actionnaires prennent acte de la démission en qualité d'administrateur de - Monsieur Giovanni Stocco, architecte, demeurant à Luxembourg.
2. Décharge est donnée à l'administrateur démissionnaire pour sa gestion.

Signature

Signature

Signature

Le Président

Le scrutateur

Le secrétaire

Enregistré à Luxembourg, le 16 août 1996, vol. 483, fol. 73, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Releveur ff. (signé): D. Hartmann.

(30137/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1996.

EFEMKA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R. C. Luxembourg B 30.536.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 18 novembre 1996 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Délibération sur la dissolution éventuelle de la société en vertu de l'article 100 de la loi du 10 août 1915;
3. Approbation des comptes annuels au 30 juin 1996;
4. Affectation du résultat;
5. Quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

I (04047/032/17)

Le Conseil d'Administration.

FLEMING FLAGSHIP FUND, Société d'Investissement à Capital Variable

Registered office: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves, European Bank & Business Centre.
R. C. Luxembourg B 8.478.

Notice is hereby given to Shareholders that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of FLEMING FLAGSHIP FUND («the Company») will be held at the registered office of the Company at European Bank & Business Centre, 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg on Wednesday 20 November 1996 at 3.00 p.m. for the purpose of deliberation and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Report of the Board of Directors and of the Auditor;
2. Approval of the Annual Report for the financial year ended 30 June 1996;
3. Discharge of the Directors in respect of their duties carried out for the year ended 30 June 1996;
4. Election of the Directors and Auditor;
5. Declaration of dividends for the financial year ended 30 June 1996;
6. Any Other Business.

Resolutions on the agenda of the Annual General Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the Shareholders present or represented.

A Shareholder entitled to attend and vote at the meeting may appoint a proxy to attend and vote on his behalf and such proxy need not be a Shareholder of the Fund.

In order to be entitled to attend the meeting, holders of bearer shares must deposit their bearer share certificates seven working days prior to the meeting with the following institution:

KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Shareholders who cannot personally attend the meeting are requested to use the prescribed form of proxy (available at the registered office of the Company) and return it at least seven working days prior to the date of the Annual General Meeting to the Company, c/o FLEMING FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., L-2888 Luxembourg, October 1996.

By order of the Board of Directors
Henry C. Kelly

I (04059/644/30)

JAPON SECURITE, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 10A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 40.684.

La première Assemblée Générale Extraordinaire convoquée le 29 octobre 1996 n'ayant pu délibérer sur les points de l'ordre du jour ci-dessous faute de quorum de présence, nous vous prions de bien vouloir assister à la

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de JAPON SECURITE qui se tiendra au siège social de la Société, 10A, boulevard Royal, Luxembourg, le mercredi 4 décembre 1996 à 10.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification du nom de la Société en «Paribas Index Security» et modification conséquente de l'article 2;
2. Modification de l'article 6 des statuts en insérant la notion de fractions d'actions.

Cette deuxième Assemblée Générale Extraordinaire prendra les décisions quelle que soit la portion de capital représentée à l'assemblée. Les résolutions pour être valables devront réunir au moins deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

La présente convocation et une formule de procuration seront envoyées à tous les actionnaires nominatifs inscrits au 15 novembre 1996.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent pour le 2 décembre 1996, informer par écrit (lettre ou procuration) le Conseil d'Administration, de leur intention d'assister à l'assemblée.

I (04063/755/21)

Pour le Conseil d'Administration.

TASCO INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 22.254.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 8 novembre 1996 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1996;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
4. Divers.

II (03940/526/14)

Le Conseil d'Administration.

BANK OF BOSTON S.A., Société Anonyme.
Registered office: L-2449 Luxembourg, 14A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 10.217.

Notice is hereby given that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company will be held at the Company's registered office, 14A, boulevard Royal, L-2229 Luxembourg, on 8 November 1996 at 11.00 a.m.

With the following agenda:

1. To dissolve the company and to put it into liquidation.
2. To appoint one or more liquidators.
3. To fix the powers of the liquidators and, if thought fit, their remuneration.
4. Miscellaneous.

II (03863/273/15)

The Board of Directors.

DISTRIMODE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 24.157.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 novembre 1996 à 15.00 heures à l'immeuble de l'Indépendance de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., au 69, route d'Esch, Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1) Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- 2) Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 30 juin 1996.
- 3) Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4) Nominations statutaires.
- 5) Divers.

II (03886/006/16)

Le Conseil d'Administration.

MARIELUX BUILDING S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1117 Luxembourg, 33, rue Albert I^{er}.
R. C. Luxembourg B 31.551.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

de notre société qui se tiendra au siège social en date du 8 novembre 1996 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat au 31 décembre 1995.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Election statutaire.
5. Divers.

II (03958/000/15)

Le Conseil d'Administration.
